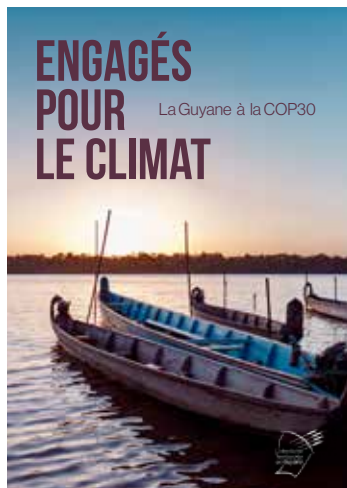


# ENGAGÉS POUR LE CLIMAT

La Guyane à la COP30





Pirogue traditionnelle,  
Saint-Laurent-du-Maroni,  
Guyane. © Mathieu Delmer

**EW'AG**<sup>®</sup>



prenomnom@ewag.fr

**DIRECTEUR DE  
LA PUBLICATION**

Laurent Nesty

**RÉDACTRICE EN CHEF**

Karollyne Videira Hubert

**RÉFÉRENT ÉDITORIAL**

Mathieu Rached

**DIRECTEUR ARTISTIQUE**

Gwénaél Tilly

**SECRETARIAT DE RÉDACTION**

Caroline Bablin

**STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT**

Mathieu Delmer

**JOURNALISTES**

Anne de Tarragon, Adeline  
Louault Pron, Axelle Dorville,  
Caroline Bablin, Karollyne  
Videira Hubert, Sarah Balay,  
Sandrine Chopot

**PHOTOGRAPHES**

Mathieu Delmer, Karollyne  
Hubert et Victor Moura

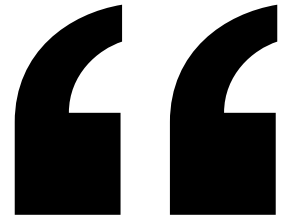
**IMPRESSION :**

Magazine imprimé en  
Union Européenne

**La reproduction, même  
partielle, des articles,  
photos et illustrations  
publiés est interdite.**



# ÉDITO



## **À Belém, la Guyane a pris toute sa place.**

Pendant deux semaines, du 10 au 21 novembre 2025, au cœur d'un rendez-vous mondial décisif pour le climat, notre territoire a su démontrer la qualité de ses acteurs, la richesse de ses savoir-faire et la pertinence de ses engagements. Par leur présence, leurs interventions et leur capacité à dialoguer avec des partenaires internationaux, les membres de la délégation guyanaise ont contribué à porter une voix singulière, ancrée dans les réalités de l'Amazonie.

Cette participation s'inscrit dans une ambition claire : faire reconnaître la Guyane comme un territoire de solutions, à la croisée des enjeux climatiques, environnementaux et humains. À travers les échanges menés, les coopérations engagées et les projets esquissés, c'est une image forte et crédible de la Guyane qui s'est affirmée.

Je tiens à saluer l'engagement de l'ensemble des acteurs mobilisés. Leur travail collectif a permis de donner à cette présence une portée qui dépasse largement le cadre de la conférence.

La dynamique engagée à Belém se poursuit désormais en Guyane. Elle constitue une base solide pour renforcer nos coopérations et accompagner le développement de notre territoire, en lien avec son environnement régional et les grands défis contemporains.

**Gabriel Serville, président de la Collectivité Territoriale de Guyane**

**12**

**PAVILLON  
FRANCE  
LA GUYANE  
À L'HONNEUR**



**16**

**AGIR  
ENSEMBLE  
POUR LE  
CLIMAT**



**24**

**LA VOIX  
DU FLEUVE**



**32**

**INVENTER  
DES  
SOLUTIONS  
ICI**



# SOMMAIRE

44

PRODUIRE  
L'ÉNERGIE  
AUTRE-  
MENT



58

VIVRE  
AVEC  
LA PÊCHE



68

PROTÉGER  
LE  
VIVANT

76

UNE AUTRE  
HISTOIRE  
EST EN  
MARCHE



La participation de la Guyane à la COP30 s'inscrit dans une trajectoire plus large : celle du renforcement de son ancrage dans son environnement régional.

Si la Guyane entretient des liens historiques et structurants avec la France et l'Union européenne, les enjeux auxquels elle est confrontée appellent également un dialogue renforcé avec les territoires voisins du bassin amazonien. La COP30 a offert, à cet égard, un cadre particulièrement propice à la consolidation de ces relations.

En amont comme pendant la conférence, les échanges engagés avec les autorités locales et les partenaires institutionnels ont permis d'identifier des perspectives de coopération concrètes, dans des domaines aussi variés que la recherche, l'énergie, la gestion des ressources naturelles ou l'adaptation au changement climatique.

Ces discussions s'inscrivent dans une volonté de construire des partenariats durables, fondés sur des réalités partagées et des enjeux communs. Elles témoignent également de la capacité de la Guyane à dialoguer d'égal à égal avec ses partenaires régionaux.

La COP30 apparaît ainsi comme un accélérateur : elle permet de transformer des dynamiques existantes en projets structurants, au service du développement du territoire et de son intégration régionale.

**Jean-Paul Ferreira,**  
**1<sup>er</sup> vice-président de la CTG**





Le stand Guyane en zone verte, à Belém, lors de la COP30 © Karollyne Videira Hubert

La présence de la Guyane à la COP30 est avant tout le résultat d'une mobilisation collective. Dès les premières étapes de préparation, l'objectif a été de permettre au plus grand nombre d'acteurs du territoire de prendre part à cet événement, dans des conditions leur permettant d'exprimer pleinement leurs compétences et leurs projets. Cette démarche s'est traduite par un travail de coordination, d'accompagnement et d'organisation, mené en lien étroit avec l'ensemble des partenaires. Sur place, cette mobilisation a pris forme à travers une diversité d'interventions, de rencontres et d'échanges, qui ont mis en lumière la richesse et la complémentarité des initiatives guyanaises. Chaque acteur, dans son domaine, a contribué à donner une image cohérente et dynamique du territoire. Au-delà de l'événement lui-même, cette expérience a permis de renforcer les liens entre les participants et d'ouvrir de nouvelles perspectives de collaboration, tant à l'échelle locale qu'internationale. La COP30 aura ainsi constitué un point de convergence, révélant la capacité du territoire à se mobiliser collectivement et à porter, de manière coordonnée, une ambition partagée.

**Pierre Cazelles,**  
**chef du département transition**  
**énergétique à la CTG et directeur**  
**de la délégation COP30 Guyane**





La COP30, qui s'est tenue à Belém du 10 au 21 novembre 2025, a marqué un moment particulier : dix ans après l'adoption de l'Accord de Paris, elle s'est réunie aux portes de la plus grande forêt tropicale du monde, organe vital à l'équilibre climatique mondial.

Pour la France, ce rendez-vous revêtait une signification particulière. Par la Guyane, territoire français d'Amazonie, notre pays est directement présent dans cet écosystème. Avec près de 8 millions d'hectares de forêt et un couvert forestier d'environ 97 %, la Guyane constitue l'un des plus vastes ensembles forestiers préservés au monde. Puits de carbone, réservoir exceptionnel de biodiversité et moteur du cycle de l'eau en Amazonie, elle occupe une place de premier plan dans la réponse aux défis climatiques et environnementaux.

Cette réalité a été mise en lumière à Belém par une présence forte des acteurs français et tout particulièrement de la Guyane. Sur le pavillon France aux couleurs de l'Amazonie, sur le pavillon Guyane ou encore dans les lieux emblématiques de Belém, les rencontres et échanges organisés ont permis de valoriser la forêt amazonienne et la place singulière de la France dans cette région du monde au travers d'intervenants divers issus de la société civile, du secteur privé, du secteur public, du monde académique ou encore d'organisations internationales.

Tout au long des dix journées d'événements et de conférences, un véritable « fil rouge Guyane » a marqué plusieurs temps forts de la programmation française. De la gestion de l'eau à l'adaptation climatique, en passant par la restauration des forêts tropicales, la transition vers un mix électrique 100 % renouvelable d'ici 2027, ou encore l'accès à l'énergie dans les

zones isolées, la Guyane a démontré toute l'étendue de son savoir-faire et la richesse des solutions portées par le territoire. Cette mobilisation a mis en lumière la capacité de la Guyane à faire dialoguer

protection des écosystèmes, innovation, développement territorial et coopération régionale.

Au-delà des événements eux-mêmes, j'ai été particulièrement sensible à la mobilisation de la délégation guyanaise qui aura marqué les esprits. Sa présence à l'avant-poste de la France dans la lutte contre la déforestation, la protection de la biodiversité et le développement des énergies renouvelables a montré que les territoires ultramarins ne sont pas seulement en première ligne face au dérèglement climatique, mais proposent des solutions de développement conciliant création de richesse, emplois et protection écologique.

Je tiens à saluer ici l'engagement du président de la Collectivité territoriale de Guyane, Monsieur Gabriel Serville, ainsi que de l'ensemble des équipes, dont le travail en amont comme pendant la COP30 a permis de faire rayonner une programmation à la fois cohérente et variée. Leur mobilisation a contribué à révéler une Guyane pleinement actrice des solutions climatiques, consciente de ses responsabilités comme de ses atouts, et résolument tournée vers l'avenir.

**Benoît Faraco, ambassadeur  
chargé des négociations  
sur le changement climatique**



# NOTRE COP30 EN CHIFFRES

Dix jours à Belém,  
retour sur une présence qui  
a marqué les esprits

# 740

## visiteurs sur le Pavillon Guyane

Un flux ininterrompu tout au long de la conférence, signe que le territoire a su capter l'attention des délégations venues du monde entier.

# 7

## tables rondes guyanaises au Pavillon France

La Guyane a porté sa voix au cœur du dispositif national, sur des sujets aussi variés que la forêt amazonienne, les peuples autochtones, la biodiversité et la transition énergétique.



# 40 tables rondes au Pavillon Guyane

Une programmation dense, parfois deux à trois rendez-vous par jour, qui a fait du pavillon un véritable carrefour de débats, de rencontres et d'échanges scientifiques.

# 245 participants aux tables rondes guyanaises au Pavillon France

Un public attentif et engagé, preuve que les enjeux portés par le territoire trouvent un écho qui dépasse largement ses frontières.

Un public attentif et engagé, preuve que les enjeux portés par le territoire trouvent un écho qui dépasse largement ses frontières.

COP 30  
BRASIL  
AMAZÔNIA  
BELÉM 2025

# 50 personnes, record d'affluence pour une présentation

Délégués, journalistes, observateurs et chercheurs réunis dans un même espace : la salle pleine, debout pour certains, le temps d'une intervention qui a fait date.

Délégués, journalistes, observateurs et chercheurs réunis dans un même espace : la salle pleine, debout pour certains, le temps d'une intervention qui a fait date.

# 513 848 visiteurs cumulés dans les zones Blue et Green

Selon le gouvernement fédéral brésilien, c'est l'affluence totale enregistrée pendant les douze jours de la conférence. Une COP de tous les records, dans laquelle la Guyane a su tenir sa place.

# PAVILLON FRANCE



# LA GUYANE À L'HONNEUR

À Belém, la COP30 a placé la Guyane au cœur du débat climatique. Dans la zone bleue, le territoire a fait entendre une voix forte, entre justice climatique, savoirs ancestraux, engagement de la jeunesse et rôle des peuples amazoniens. Terre d'eau, elle invite aussi à bâtir autrement et à repenser nos modèles. Entre urgences et solutions, une parole ancrée, concrète, qui bouscule les cadres et s'impose dans les échanges internationaux.

Mélanie Bertherat, présidente de l'Association Biomasse Guyane (à gauche), Pierre Cazelles, chef du département transition énergétique à la CTG, Cecilia Maze, chargée de mission énergie à la CTG, et Roland Fayn, responsable du service transition et efficacité énergétique à EDF, en zone bleue, Cop30. © Photo Karollyne Videira Hubert



# 7

**moments forts  
au Pavillon bleu**

## LA GUYANE À L'HONNEUR

**Parmi la riche programmation du pavillon France où durant 8 jours se sont succédé des experts et intervenants de partout en France, 7 temps forts ont permis de mettre en lumière la Guyane, l'expertise des acteurs, l'impact de ses projets dans son bassin géographique. Zoom.**



### **GESTION DE L'EAU ET ADAPTATION CLIMATIQUE**

Bio-Plateaux est une initiative de l'Office de l'eau, qui s'est appuyé sur l'Office international de l'eau et ses partenaires techniques et institutionnels. L'objectif de ce projet — « gestion de l'eau et adaptation climatique : le double défi de la connaissance et de l'action » — est de montrer que l'Amazonie, et en particulier le Plateau des Guyanes, n'est pas seulement un territoire stratégique à l'échelle mondiale du fait de sa biodiversité exceptionnelle et de ses ressources en eau majeures, mais aussi et surtout un laboratoire mondial d'innovation climatique. Nous passons ainsi d'une logique de coopération ponctuelle à une véritable dynamique de gestion partagée des bassins versants transfrontaliers. La notion d'eau est un fil conducteur pour l'ensemble des enjeux climatiques en Amazonie. Elle conditionne l'accès à la ressource, la santé, les activités économiques et la stabilité des territoires. Ce projet est innovant par son approche transfrontalière et par l'intégration de nouvelles technologies, comme l'hydrologie spatiale, permettant d'observer et de comprendre des territoires vastes et complexes. Mettre en place ces nouveaux outils favorise une co-construction avec les acteurs locaux, scientifiques et institutionnels. C'est aussi par des initiatives comme Bio-Plateaux que la Guyane peut jouer un rôle de facilitateur et de moteur dans la coopération régionale, et s'affirmer comme un acteur clé à l'échelle du Plateau des Guyanes et de l'Amazonie.

**Franck Chow-Toun,**  
responsable du pôle Planification et prospective de l'eau



### **LA BIOÉCONOMIE AU SERVICE D'UN AVENIR DURABLE**

L'une des thématiques de recherche prioritaires de l'Université de Guyane porte sur la bioéconomie, en particulier dans son contexte amazonien. À ce titre, ces travaux accordent une place essentielle à la participation des populations locales, dans une démarche de science participative, ainsi qu'à la restitution des connaissances auprès de ces communautés à des fins patrimoniales et économiques. Les travaux menés au sein du laboratoire Covapam (Connaissance et valorisation des produits végétaux amazoniens) de l'université sont un exemple de cette démarche. L'un des projets phares de ce laboratoire porte sur le fruit du palmier *Euterpe oleracea*, qui est à la base du plat emblématique de ce territoire, « le bouillon d'awara », élément central d'une démarche d'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco. Ce projet « Wara », du nom du fruit de ce palmier, est un projet multidisciplinaire, relevant des sciences humaines et des sciences chimiques et biologiques en lien avec l'agrotransformation, associant les habitants aux différentes étapes du projet. Il vise à mieux connaître ce palmier : sa diversité, son fonctionnement et ses propriétés, mais également sa dimension culturelle. Ce projet répond ainsi à des enjeux à la fois patrimoniaux, culturels et économiques sur le territoire de la Guyane.

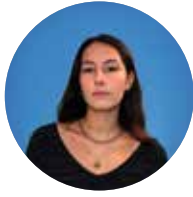
**Jean-Charles Robinson,**  
professeur de biochimie à l'Université de Guyane, responsable du laboratoire Covapam



### **DE LA DONNÉE À L'ACTION**

Cet échange a permis d'illustrer le rôle de SEAS Guyane dans la valorisation des données satellitaires au service des territoires. En réunissant acteurs publics, scientifiques et privés, il a mis en évidence l'apport de l'observation de la Terre pour éclairer les décisions et accompagner des actions concrètes de restauration des forêts tropicales. Les interventions ont souligné les conditions du passage à l'action : suivre les évolutions dans le temps, relier données, financements et actions de terrain, et s'appuyer sur des coopérations durables, notamment entre territoires du Sud. L'exemple de Morfo est venu illustrer cette dynamique. Initiée en Guyane, cette initiative s'appuie sur l'imagerie satellitaire pour cibler, intervenir et suivre la régénération, avec un déploiement aujourd'hui à grande échelle à l'international. Cette présentation confirme l'ambition de SEAS Guyane : faire de la donnée un levier d'action au service de projets structurants.

**Patrick Coco,**  
chef de projet SEAS  
Guyane à la CTG



### **LE MIX ÉNERGÉTIQUE**

Territoire isolé, sans interconnexion avec ses voisins, la Guyane fait de sa contrainte un laboratoire énergétique. En 2027, sa production d'électricité sera 100 % renouvelable, avec un facteur d'émission estimé à seulement 10 gCO<sub>2</sub>/kWh, parmi les plus faibles au monde. Ce cap repose sur trois leviers : une volonté politique affirmée, portée par la Collectivité territoriale de Guyane à travers une planification énergétique ambitieuse ; un cadre réglementaire exigeant, imposant réduction des émissions et autonomie énergétique ; et des acteurs industriels engagés dans l'innovation. Le *slogan* « Mix électrique 100 % renouvelable et bas carbone en 2027 : l'exemple de la Guyane » a mis en lumière cette trajectoire singulière. Smart grids dans les communes isolées, biomasse, optimisation foncière, résilience des systèmes électriques en milieu amazonien ou encore électrification des usages : autant de solutions concrètes, pensées pour la Guyane mais riches d'enseignements pour l'Amazonie et au-delà. Une démonstration qu'en matière de transition énergétique, les territoires insulaires ou isolés peuvent ouvrir la voie.

**Cecilia Maze,**  
chargée de mission  
énergie à la CTG



### **ACCÈS À L'ÉNERGIE ET ÉLECTRIFICATION EN AMAZONIE**

Solamaz est une entreprise guyanaise qui porte un projet de micro-réseau électrique composé d'une centrale solaire, d'une batterie et d'un groupe électrogène capable d'alimenter 30 à 50 maisons, permettant une autonomie énergétique complète. Il est complexe sur nos territoires amazoniens d'installer des lignes de transport d'électricité dans les zones les moins accessibles. La solution micro-réseau permet de décentraliser la production d'électricité en apportant une énergie renouvelable. Les villages alimentés grâce à cette électricité accèdent à internet, à des moyens de production, et donc à une économie locale, gérée de façon durable. Financé par le FASEP, (fonds français visant à soutenir les projets de démonstration dans les pays étrangers), notre projet nous permet de mettre en œuvre la technologie française. Il sera réalisé dès 2026-2027 sur la rive brésilienne de l'Oyapock, dans le village amérindien de Kunana. Nos partenaires sur ce projet sont l'AIRO, association des habitants, le FUNAI (Institution brésilienne pour les Amérindiens) et l'IEPÉ (ONG spécialisée dans la formation des Amérindiens). Ce micro-réseau électrique validé en Amazonie peut être exporté partout dans le monde.

**Philippe Byron,**  
président de Solamaz



### **LA PÊCHE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

L'impact global du changement climatique se manifeste notamment par une modification de l'aire de répartition des espèces marines exploitées, et une baisse de la productivité océanique. Face à cela, le principe d'adaptation de la pêche postule que des ressources, des écosystèmes et une filière économique en bon état, permettent une meilleure résistance et résilience. L'observatoire amazonien pour des pêches durables vise à répondre aux défis posés par le changement climatique du Guyana jusqu'au Para (Brésil) en passant par la Guyane, où les habitats sont identiques, et les ressources halieutiques, communes et partagées. La mise en place de cet observatoire régional renforcera la capacité d'observation des habitats, des espèces et de la filière pêche. Ce projet d'observatoire régional est la base sur laquelle appuyer les connaissances pour un diagnostic commun et, dans le cadre de la commission des pêches de l'Atlantique Centre Ouest (FAO), faciliter la prise de décisions éclairées pour une gestion durable des pêcheries. C'est une condition pour garantir la durabilité de la sécurité alimentaire des populations locales face au changement climatique.

**Fabian Blanchard,**  
délégué outre-mer  
de l'Ifremer en Guyane



### **COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE POUR UNE PROTECTION DES FORÊTS TROPICALES**

En termes de recherche, de programme de protection et de connaissance, le bouclier des Guyanes est souvent considéré comme « l'Amazonie oubliée », alors qu'il représente 40% du biome amazonien. Ce plateau joue un rôle fondamental sur le climat à l'échelle du continent, grâce au phénomène des rivières volantes « *flying rivers* », charriant à elles seules plus d'eau que le fleuve Amazone. Cette intervention collégiale mettant en présence le Parc amazonien de Guyane avec son voisin et partenaire le Parc national des montagnes du Tumucumaque brésilien, l'OFB métropole et l'OFB Guyane, avec leurs partenaires l'ONG Panthera, ainsi que l'ONF Guyane, a permis de mettre le focus sur les dynamiques mises en œuvre par des acteurs institutionnels et privés, dans la protection des forêts, de la faune et du climat. Les deux parcs nationaux ont évoqué leur rapprochement au profit de projets de sauvegarde de l'environnement et d'accompagnement des populations locales. L'ONF s'est exprimé sur les inventaires des forêts axés notamment sur le changement climatique. Enfin, l'OFB a présenté son partenariat avec l'ONG Panthera en vue de la création d'un corridor écologique favorisant les déplacements des grands félins en Amazonie.

**Romain Lacoste,**  
directeur du  
Parc amazonien  
de Guyane

# AGIR ENSEMBLE POUR LE CLIMAT

Un territoire amazonien. Sud-américain. Européen. Français. Six langues amérindiennes, des créoles, des langues bushinenge, et le monde entier dans ses voix. Cette singularité fait sa force. Voisine du Brésil et du Suriname. Porte de l'Europe en Amazonie. Face au climat, la Guyane n'est pas un bout du monde. C'est un point de jonction.





# GUYANE-AMAPÁ : LA FORÊT COMME TRAIT D'UNION



© Photo Karollyne Videira Hubert

**À l'heure où la COP30 met en lumière les liens entre climat et biodiversité, les coopérations régionales prennent une dimension stratégique. Coordinateur du programme « Savoirs de la forêt » porté par Nature Rights Guyane, Massiri Gueye œuvre à faire dialoguer les connaissances traditionnelles et les pratiques agroécologiques entre la Guyane et l'État brésilien de l'Amapá.**

Texte Sandrine Chopot



*Massiri Gueye, coordinateur  
Nature Rights Guyane*

« La dynamique de coopération entre la Guyane et le Brésil, notamment l'Amapá, est au cœur des enjeux actuels », explique Massiri Gueye. 2025, année de la saison France-Brézil mise en œuvre par l'Institut français, renforcée par la COP, cette collaboration s'incarne dans des projets concrets. Depuis 2018, le programme « Savoirs de la forêt » valorise les savoir-faire des communautés locales et autochtones. « Les connaissances de ces communautés permettent de nourrir une histoire commune à l'échelle du plateau des Guyanes. Aujourd'hui, ce programme bénéficie du soutien financier de la collectivité territoriale et de la préfecture de Guyane, ainsi que de plusieurs fondations, notamment la fondation La France s'engage », précise-t-il. Parmi les initiatives phares, le projet « SAF Trans-Amazonia » vise à structurer des systèmes agroforestiers adaptés aux réalités locales. Objectif : concilier préservation de la biodiversité et besoins des populations.

### **L'agroforesterie, entre tradition et innovation**

Sur le terrain, les pratiques évoluent. L'agriculture traditionnelle, longtemps basée sur l'itinérance, doit aujourd'hui s'adapter à de nouvelles contraintes : pression foncière, sédentarisation, changements climatiques. « L'idée est de valoriser les savoirs traditionnels et de les adapter avec des techniques agroécologiques plus modernes », ajoute-t-il. Parmi les modèles expérimentés, l'agriculture syntropique suscite un intérêt croissant. Ce système repose sur la diversité des cultures et leur complémentarité dans le temps sans recours aux fertilisants ou intrants chimiques ou irrigation. « On associe des plantes à croissance rapide comme les plantes maraîchères, le manioc ou la papaye, avec des espèces plus lentes comme les arbres fruitiers (cacao, cupuaçu, ramboutan) dans une logique de succession et de résilience », détaille Massiri Gueye. En Guyane, ces pratiques émergent progressivement, tandis qu'au Brésil, elles connaissent déjà un fort développement. « Ce modèle permet de mieux résister aux épisodes de sécheresse et de renforcer les écosystèmes agricoles », complète-t-il.

### **Le partage des savoirs comme levier de résilience**

Au cœur de cette coopération : l'échange. Face à des problématiques communes, comme les sécheresses ou la dépendance aux ressources locales, les territoires

unissent leurs expériences. « Les enjeux sont partagés et les solutions peuvent être adaptées d'un territoire à l'autre », affirme le coordinateur. Ces collaborations bénéficient aussi aux communautés rurales isolées, notamment en Amapá. « Elles sont très demandeuses de ce type de projets, car elles sont parfois marginalisées », rappelle-t-il. La Guyane, de son côté, apporte aussi des compétences techniques et des appuis financiers.

### **Impulser les projets**

La participation à la COP30 marque un tournant. « Être présents dans cet espace de mobilisation internationale renforce la légitimité de nos actions », confirme-t-il. De nouveaux partenariats se dessinent, avec l'ambition de pérenniser les projets engagés et de lever des financements. « L'objectif est de poursuivre les échanges et d'accompagner les communautés rurales et autochtones dans le développement de l'agroforesterie », conclut Massiri Gueye. Une approche qui, au-delà de la protection de la forêt, redéfinit les modèles de développement en Ama-

“

Être présents dans  
cet espace de mobilisation  
internationale renforce la  
légitimité de nos actions.

”



An aerial photograph of a long bridge spanning a wide river. The bridge has several concrete piers and a dark road surface. The surrounding landscape is lush green, with dense vegetation and hills in the distance. The sky is filled with dramatic, colorful clouds, suggesting a sunset or sunrise. The overall scene is serene and natural.

# RIPA: DE LA COP30 AU TERRAIN, LE RÉSEAU PAN-AMAZONIEN PREND FORME

Lancé le 13 novembre dernier à Belém, en marge de la COP30, le RIPA (Réseau d'Incubateurs Pan-Amazonien) entre dans sa phase opérationnelle. Quatre mois après la déclaration d'intention, huit partenaires et sept lettres de soutien plus tard, Éric Lafontaine, directeur général de Guyane Développement Innovation (GDI), fait le point sur un projet à 2,3 millions d'euros qui ambitionne de faire de la Guyane le hub de la bioéconomie du plateau des Guyanes.

Texte Karollyne Hubert



**Éric Lafontaine, directeur général de  
Guyane Développement Innovation (GDI)**

Le RIPA n'est plus une idée. Depuis la signature à Belém, où plus de quinze rencontres bilatérales ont été menées pendant la COP30, trois workshops internationaux ont réuni les partenaires identifiés de part et d'autre des frontières. Côté guyanais, le réseau s'appuie sur GDI, l'Université de Guyane, le Medef (Mouvement des entreprises de France) Guyane et la MPI (Association des moyennes et petites industries) Guyane. Côté international, le CBA de Manaus, le Parc de Ciência e Tecnologia Guamá à Belém, la Fapeap (Fondation de soutien à la recherche de l'Amapá), l'Université Anton de Kom du Suriname et l'University of Guyana complètent le tour de table. Les directions de l'innovation des gouvernements du Suriname et du Guyana apportent également leur soutien. « Ce qui est frappant, c'est l'engagement des Brésiliens. Ils sont très proactifs. Le Suriname et le Guyana sont plus en observation, il y a un vrai travail de pédagogie à faire sur la bioéconomie et les mécanismes d'incubation », explique Éric Lafontaine.

### **2,3 millions d'euros sur trois ans**

Le nerf de la guerre, c'est le financement. GDI, porteur du projet, finalise une demande d'aide au titre du dispositif Interreg PCIA (Programme de coopération interrégionale Amazonie). La maquette financière est ambitieuse avec 2,3 millions d'euros sur trois ans, dont environ 85 % de financement PCIA et 15 % de cofinancement des partenaires.

### **La feuille de route s'articule autour de quatre objectifs :**

- Accompagner les start-up de l'idée au marché dans les secteurs de la bioéconomie, de la green tech et de l'innovation numérique ;
- Construire des chaînes de valeur transfrontalières ;
- Renforcer les capacités des incubateurs par la mutualisation des pratiques et des ressources ;
- Et favoriser la prise de décision par le partage de données et la recherche commune.

### **Un modèle agile, sans bureaucratie**

Exit la structure administrative lourde. Le RIPA se pense comme une « communauté de projets ». La gouvernance passera par un accord de consortium, jugé fondamental

pour clarifier les intérêts réciproques des membres, mais le réseau veut rester souple. L'objectif est d'initier des échanges opérationnels et des *learning expeditions*\* croisées dès 2026, puis de lancer les premiers projets communs à partir de 2027. « On ne crée pas une institution de plus. On crée un espace de coopération où chaque partenaire apporte ses compétences et ses réseaux. L'idée, c'est que les porteurs de projet circulent d'un incubateur à l'autre, d'un pays à l'autre », précise le directeur de GDI.

### **Cayenne, hub de la bioéconomie amazonienne**

Derrière le RIPA, il y a un positionnement géographique baptisé One Guiana, qui désigne le plateau des Guyanes et une projection économique des pays pan-amazoniens à l'horizon post-2030. La Guyane, territoire européen en Amazonie, peut tirer parti de sa centralité stratégique en se projetant comme un espace économique entre deux mondes. Face au risque de « double périphéricité », éloignée de Paris comme de Brasília, le réseau est un levier pour transformer cette position géographique en atout. La bioéconomie, au cœur du projet, recouvre la valorisation des bioressources, la chimie du végétal, les éco-matériaux ou encore l'habitat durable, autant de filières où le plateau des Guyanes dispose d'un avantage naturel considérable.

\*Une *learning expedition*, aussi appelée « *Learnex* » ou voyage d'étude, est une immersion dans un écosystème innovant. Elle permet aux participants de découvrir sur le terrain les pratiques, les acteurs et les méthodes d'un autre territoire.

## **LE RIPA EN CHIFFRES**

**8** partenaires

**3** workshops internationaux

**7** lettres d'intention et de soutien

**2,3 M€** coût global  
du projet sur trois ans

**+15** rencontres  
bilatérales à la COP30

**4** objectifs  
stratégiques



**Scannez pour  
en savoir plus  
sur le RIPA**

# UN OUTIL POUR LE TERRITOIRE

**Répondre aux problématiques du territoire à l'échelle régionale et transfrontalière, voici un des objectifs du Programme de coopération interreg Amazonie (PCIA). Pour en savoir plus, entretien avec Thibault Lechat-Vega, 3<sup>e</sup> vice-président et porte-parole de la Collectivité de Guyane, en charge des affaires de l'Europe.**



*Thibault Lechat-Vega,  
3<sup>e</sup> vice-président en charge des affaires  
européennes et porte-parole de la CTG*

## **Quels sont les objectifs premiers du PCIA 2021-2027 ?**

Le Programme de coopération interreg Amazonie (PCIA) actuel vise à renforcer l'intégration régionale du plateau des Guyanes autour de priorités communes : la protection de l'environnement et de la santé, le développement économique ainsi que la cohésion sociale et territoriale. Il s'agit à la fois de soutenir des projets concrets de coopération transfrontalière et de structurer des partenariats durables entre les territoires, en particulier entre la Guyane, le Suriname, le Guyana et les États brésiliens voisins que sont l'Amapa, le Pará et l'Amazonas. Le programme permet ainsi de répondre à des enjeux partagés tels que l'accès aux services essentiels, la résilience climatique ou encore la préservation de la biodiversité.

## **Quels sont les grands axes en lien avec la COP30 ?**

Dans le contexte de la COP30, le PCIA s'inscrit pleinement dans les priorités climatiques internationales. Il soutient notamment la préservation des forêts amazoniennes, véritables puits de carbone mondiaux, l'adaptation des territoires aux effets du changement climatique, le développement de modèles économiques durables, la coopération scientifique et technique sur les enjeux climatiques. Le plateau des Guyanes constitue un espace stratégique pour démontrer que développement et protection des écosystèmes peuvent aller de pair, cela a d'ailleurs été tout le sens de la participation de la Collectivité territoriale de Guyane à Belém.

## **Quels sont les enjeux spécifiques (environnementaux, humains) liés à la réalité géographique du plateau des Guyanes ?**

Le plateau des Guyanes présente des caractéristiques uniques : une immense forêt tropicale, une faible densité de population, des territoires enclavés et une forte diversité culturelle. Ces spécificités engendrent plusieurs défis tels que l'accessibilité et la continuité territoriale, la préservation de notre biodiversité exceptionnelle, l'accès aux services essentiels ou encore, et c'est un enjeu particulièrement important, l'adaptation des politiques publiques aux réalités locales.

**Quelles actions concrètes le PCIA a-t-il permis de mettre en œuvre ?**

Parmi les actions concrètes que la CTG accompagne via le PCIA, on peut en citer quelques-unes qui sont emblématiques et qui s'inscrivent dans la dynamique de la COP30 : Bio-Plateaux qui pose les bases d'une gestion commune des bassins hydrographiques à l'échelle du plateau des Guyanes ; Progysat, qui développe des outils d'observation du territoire par satellite, au service du suivi environnemental et de la prise de décision ; PROGRESI, centré sur la gestion de l'énergie en sites isolés, avec un accent sur les solutions adaptées et durables ; RenfoRésap, qui vise à structurer un réseau des aires protégées à l'échelle du plateau. Enfin, Ecoséo qui est dédié à l'observation et à la valorisation des services écosystémiques. Ces projets illustrent la capacité de la Collectivité territoriale de Guyane à mobiliser l'outil PCIA pour répondre à des enjeux partagés, tout en renforçant les liens entre les territoires. Ils participent également à structurer une vision commune du développement durable à l'échelle du plateau des Guyanes, en cohérence avec les ambitions de la COP30.

# LA VOIX DU FLEUVE

Deux fleuves pour frontières. Le Maroni, l'Oyapock.  
Mais l'eau ne sépare pas : elle relie. Wayana, kali'na, aluku,  
palikur, portugais brésilien — sur les rives, les langues se  
répondent. Orpillage, sécheresse, montée des eaux :  
mêmes menaces, mêmes combats. À la COP30,  
ils ont parlé d'une seule voix. Celle du fleuve.





# DE LA POTERIE AUX DÉFIS AMAZONIENS

Texte Axelle Dorville

Sur la caravane fluviale Iaraçu de l'IRD (Institut de recherche pour le développement) et de l'ambassade de France, Linia Opoya, potière Wayana, réalise une démonstration de fabrication de poterie traditionnelle, à l'occasion de l'atelier « Des terres d'Amazonie à la planète Terre » organisé dans le cadre de la COP30. L'une des deux dernières potières du village de Taluen, Linia, a apporté de l'argile récoltée dans la forêt de son village, afin de tisser des liens entre les pratiques culturelles traditionnelles de sa communauté et la préservation de l'environnement, entre l'art céramique des femmes et l'écologie des savoirs.

Dans les communautés autochtones du Haut-Maroni, la poterie est un savoir-faire réservé aux femmes. Celles-ci



*Marie Fleury, dirigeante  
au Muséum National d'Histoire  
Naturelle en Guyane*

se rendent en forêt afin de prélever l'argile nécessaire à la fabrication de leur artisanat et fabriquent le petit outillage dont elles ont besoin à partir de matériaux tirés de la nature. Ici, pas de tour de poterie, le modelage est entièrement réalisé à la main, avant que les créations ne soient cuites au feu de bois puis enduites d'un vernis imperméabilisant issu d'une résine d'arbre. De bout en bout, aucun élément provenant de l'extérieur ne participe à la création de ces poteries traditionnelles, ensuite vendues sur tout le territoire guyanais. En Amazonie, la poterie est pratiquée depuis plus de 8 000 ans.

Ainsi, loin de l'idée d'une nature intouchée à protéger, les peuples autochtones vivent depuis des millénaires dans les forêts amazoniennes dans lesquelles ils prélèvent ce dont ils ont besoin pour s'alimenter, s'équiper, créer ; toujours dans le respect des systèmes écologiques. « Dans la philosophie autochtone, l'Homme fait partie intégrante de la nature. La protection de la nature correspond à une utilisation raisonnée », explique Marie Fleury, présidente de l'association Gadepam, dédiée à la valorisation des savoir-faire artisanaux traditionnels.

Aujourd'hui, les ressources naturelles ainsi que les savoirs traditionnels liés sont menacés par différents enjeux écologiques, parmi lesquels l'orpaillage illégal, la pollution des fleuves au mercure, la raréfaction du poisson, la montée des eaux et les inondations, ou encore les maladies touchant le manioc ; mais aussi sociétaux tels que les problématiques psychosociologiques ou l'alcoolisme, notamment liés à l'intégration rapide à la société occidentale.

« Grâce à des savoir-faire particuliers, ainsi que des connaissances très aiguës du fonctionnement de leur milieu et du lien entre les animaux et les plantes, les pratiques autochtones démontrent que l'on peut vivre en équilibre avec la nature dans ce que l'on appelle les socio-écosystèmes. C'est pour cela qu'il est non seulement important de préserver la biodiversité, mais aussi tous ces savoirs qui y sont liés. »





# PROTÉGER LE PATRIMOINE CULTUREL, PROTÉGER LES COMMU- NAUTÉS

Texte Axelle Dorville

Disques de bois épais positionnés au sommet des tukusipan, de grands carbets collectifs en forme de nid d'abeille, les ciels de case sont des éléments indissociables des communautés Wayana et Apalaï. Après avoir été noircis de fumée, ces disques sont peints de motifs traditionnels propres à l'histoire et aux mythes Wayana : des scènes représentant des animaux monstrueux, tels que des chenilles anthropophages, ou plus courants, comme les poissons et tortues.

Ces motifs qui représentent un véritable patrimoine artistique, culturel et spirituel, sont aujourd'hui volés et reproduits à plusieurs milliers de kilomètres de la Guyane, sans autorisation des communautés, des tee-shirts aux paréos en passant par les serviettes et sacs de plage. Dans ce contexte, la COP30 a été l'occasion pour les associations Gadepam et Itënkōm Wayana Apalaï, de présenter le label Art Wayana Apalaï, spécialement conçu pour protéger les objets et motifs de ces communautés, qu'il s'agisse des

ciels de case ou encore des poteries. L'objectif : permettre aux populations de donner leur consentement à l'utilisation de leur patrimoine, sous la forme de concessions, et leur donner la possibilité de porter plainte en cas de pillage et d'utilisation illégale.

Préserver l'identité des populations autochtones, intimement liée à leur environnement, conserver leur mémoire collective, est essentiel pour maintenir le lien avec leur spiritualité et leur permettre de résister aux bouleversements qu'elles subissent. Les films projetés lors de la COP30, les ateliers proposés en partenariat avec des femmes autochtones et des chefs coutumiers de Guyane et du Brésil, l'exposition d'art traditionnel de toutes les communautés guyanaises répondaient à la même démarche : faire connaître ces cultures ancestrales pour mieux les protéger, protéger leurs représentants et leur environnement.

# L'AGRICULTURE DE MÈRE EN FILLE

Texte Axelle Dorville



Dans le film *Abattis* produit par l'association *En terre indigène*, une mère Kali'na du village de Bellevue transmet à sa fille les savoirs et pratiques liés à l'abattis, l'agriculture traditionnelle sur brûlis pratiquée par de nombreuses communautés en Guyane. L'abattis, ce sont de petites parcelles, cultivées sans intrants chimiques au sein de la forêt, où poussent le manioc amer, essentiel à la préparation des cassaves ou du couac, des ignames, dachines, patates douces, du maïs, des ananas, des bananes, mais aussi du coton destiné à la production des hamacs.

Véritable modèle agroécologique avant l'heure, basé sur de petits lopins exploités en itinérance et sur l'association des plantes, l'abattis a longtemps été décrié pour la pratique du brûlis. Des arbres sont ainsi abattus sur une petite surface avant d'être brûlés. Ce brûlis fertilise naturellement les sols, ensuite plantés de cultures vivrières pendant deux à trois ans, avant d'être laissés à l'abandon afin que la forêt cicatrise et se régénère. Défricher par le feu, préparer la terre, choisir et planter les cultures : au village de Bellevue

d'un peu plus de 500 âmes, et de façon générale chez les Kali'na, tout cela relève des femmes. Le film *Abattis* permet d'amplifier la voix de ces femmes autochtones porteuses de connaissances millénaires et jouant un rôle clé dans la transmission, de mères en filles, de leurs savoirs au sein de leur communauté.

Dans un contexte de risques alimentaires liés au changement climatique et aux pollutions issues de l'orpaillage illégal, préserver l'abattis et les savoirs associés est indispensable pour assurer l'autosuffisance des communautés. C'est à la fois garantir une alimentation sûre pour les populations, protéger toutes les pratiques culturelles liées à la production et à la transformation des produits agricoles, mais aussi recréer ce lien — aujourd'hui fragilisé par les vies modernes — qui lie les membres de la communauté entre eux, avec leur espace naturel et avec leurs traditions.

# GUYANE-SIG, LA PLATEFORME CARTOGRAPHIQUE DE LA GUYANE



Pilotée par la Collectivité Territoriale de Guyane, Guyane-SIG met à disposition cartes et données géolocalisées sur le territoire : visualiseurs cartographiques, catalogue de données, centre de ressources, actualités locales. Un outil précieux pour prolonger les enjeux abordés dans ce hors-série COP30 : biodiversité, aménagement, transition écologique. Citoyens, collectivités, entreprises : la plateforme est à votre disposition.

Scannez le QR code :



# MONTÉE DES EAUX ET ÉROSION CÔTIÈRE : LA STRATÉGIE D'AWALA-YALIMAPO

**Au nord-ouest de la Guyane, sur les rives du fleuve Maroni et du fleuve Amana, face à l'océan, la commune d'Awala-Yalimapo a de tout temps subi des montées des eaux. Mais alors que le phénomène se fait plus fréquent depuis une dizaine d'années et ronge davantage le littoral, l'équipe municipale a décidé de prendre les devants pour protéger les habitants, leurs logements, les infrastructures, mais aussi la culture. Entretien avec Tiffanie Hariwanari, ex-élue de la mandature achevée en avril 2026.**

Texte Axelle Dorville

### **À quoi ressemble la vie d'une commune menacée par la montée des eaux ?**

**Tiffanie Hariwanari :** Le phénomène d'érosion et de submersion marine s'est nettement accéléré depuis une dizaine d'années, notamment accentué par le changement climatique. Mais historiquement, l'érosion côtière a toujours rythmé la vie des Kali'na. Située entre deux fleuves, Awala-Yalimapo est en effet particulièrement exposée à l'érosion côtière provoquée par le déplacement de bancs de vase, formés par l'accumulation de sédiments rejetés par l'Amazonie. Le village d'Awala a ainsi dû reculer dans les terres, tandis que le village d'Apotili (la Pointe Isère) a été entièrement déplacé, son ancien site étant aujourd'hui recouvert par la mer.

Autrefois, nous nous adaptions avec une certaine souplesse et déplaçons les villages lorsque c'était nécessaire. La sédentarisation et la structuration en commune nécessitent aujourd'hui de penser en termes d'aménagement du territoire : trouver des zones d'accueil, déplacer les réseaux, équipements et services, réfléchir aux questions foncières, etc. C'est tout l'enjeu de la stratégie d'adaptation sur laquelle nous avons travaillé.

### **Plus précisément, quelles mesures d'atténuation et d'adaptation ont été envisagées ?**

Notre démarche reposait sur deux volets. À court terme, afin de gérer les submersions marines (avec des vagues atteignant quatre mètres), nous avons fait l'acquisition, en partenariat avec la communauté de communes de l'Ouest guyanais, d'une barrière amovible déployée lors des alertes météo pour protéger les zones inondables, sans altérer le paysage. C'était en effet un critère essentiel de trouver des solutions techniques ayant le moins d'impact possible sur le milieu ; pour une question de réglementation, mais aussi d'attachement de la communauté à cette plage.

La plage de Yalimapo est la seule plage de l'Ouest guyanais. Elle fait partie de l'identité du territoire et de la spiritualité kali'na, notre monde se construit avec cet espace de mer et de plage. On y pratique la pêche, activité centrale de notre communauté, et elle a longtemps été un site important pour la ponte des tortues luth. Mettre en place une digue ou un barrage nuirait à ces modes de vie. Nous voulions des solutions efficaces sans dénaturer ce qui nous appartient.

À long terme, nous envisageons de réensabler une partie de la plage, afin de gagner du temps pendant la préparation de zones d'accueil pour les habitants acceptant de se déplacer. En parallèle, nous avons également exploré des solutions fondées sur la nature en lien avec la Réserve naturelle de l'Amana, à savoir la plantation d'espèces végétales permettant de freiner les submersions.

### **La conciliation des intérêts est un point important de ce type de démarche. Comment ce projet a-t-il été reçu ?**

Certains habitants s'appuient sur les récits des anciens — « Ce n'est pas la première fois, on s'en est toujours sortis » — et peinent à envisager de partir. D'autres ont plus récemment accepté l'idée d'un déménagement à plus ou moins long terme. Il y a évidemment de nombreux enjeux à prendre en compte, notamment la question des indemnités. Le souci majeur est le régime foncier local très spécifique d'Awala-Yalimapo, basé sur le droit d'usage et non la propriété, qui ne permet pas aux habitants d'émarger aux dispositifs d'aide au déplacement pour raisons climatiques ou environnementales.

Les discussions avec l'État ont par ailleurs été très complexes, celui-ci étant frileux à l'idée d'investir car s'il le faisait pour notre commune, il devrait le faire pour toutes les communes de France touchées. Cet argument a largement bloqué l'avancée des discussions.

### **Quelles sont les perspectives aujourd'hui ?**

Malgré l'arrêt de notre mandature, les contacts établis restent actifs, et nous envisageons de créer une association pour continuer ce travail de coopération environnementale. La COP30 a par ailleurs été l'occasion d'ouvrir un dialogue, notamment avec les populations indigènes du Pará et de l'Amapá, au Brésil, confrontées à l'érosion des berges fluviales. Nous avons pu échanger nos stratégies d'adaptation respectives et initier une coopération transfrontalière entre peuples autochtones. Nous espérons que ces échanges se poursuivront.

# INVENTER DES SOLUTIONS ICI

Conception de matériaux innovants et durables, utilisation du bois ou de la brique de Guyane dans les constructions, ombrières et ventilation naturelle pour rafraîchir les logements, végétalisation des villes... Les solutions pour habiter en zone tropicale amazonienne de manière confortable et durable, en adéquation avec son environnement, sont nombreuses. À condition de lever certains freins techniques ou liés à des réglementations mal adaptées au territoire...



Cayenne vue du ciel, Guyane française. © Victor Moura





*Camille Morinet, ingénieure  
éco-matériaux CIBIG*

**Une réelle dynamique s'est mise en place autour des matériaux bio et géosourcés en Guyane. Plusieurs projets sont en cours de développement, mais leurs créateurs sont confrontés à des freins réglementaires, comme le souligne Camille Morinet, ingénieure éco-matériaux au sein du CIBIG\*, accélérateur d'innovation de GDI.**

Texte Caroline Bablin

**Lors de la COP30, vous êtes intervenue sur le thème « construire durable ». Les éco-matériaux font partie des solutions, mais qu'en est-il aujourd'hui en Guyane ?**

En matière d'éco-construction, de nombreux matériaux bio ou géosourcés ont été développés ces dernières années, en Guyane comme dans l'Hexagone. Toutes les solutions sont là, qu'il s'agisse de la brique de Guyane, de panneaux isolants à base de mycelium ou fibre végétale, constructions en bois, etc. Le problème est que nous devons faire face à des freins réglementaires qui, pour l'instant, nous empêchent de démocratiser ces pratiques-là.

**Quels sont ces freins ?**

Pour faire caractériser nos matériaux, afin qu'ils puissent être utilisés sur des chantiers d'envergure, il faut passer par une phase de normalisation avec le Centre scientifique et technique du bâtiment, qui se trouve dans l'Hexagone. Cependant, tous les protocoles d'essai ont été pensés pour un climat tempéré. En conséquence, on se retrouve à devoir réaliser des tests qui n'ont rien à voir avec notre climat. On nous a déjà demandé des essais de gel-dégel par exemple... Et les autorités n'ont pas de réponse à nous apporter pour le moment.

### **Pourtant ces éco-matériaux — le bois, la terre avec la brique de Guyane... — s’inspirent beaucoup de techniques dites traditionnelles...**

Tout à fait, le bois et la brique étaient utilisés autrefois. Une époque où on construisait avec du bon sens parce qu'on savait que c'était performant. Sauf qu'à l'après-guerre, il a fallu reconstruire vite et pas cher, et le béton est apparu comme la solution idéale. On avance, mais doucement. HyFlex est en train de caractériser ses panneaux isolants en mycélium. Je pense que ça va se concrétiser et qu'il pourra bientôt lancer sa production. Les autres sont encore en phase d'essai.

### **Quand ces freins pourront-ils être levés ?**

La loi Bélim, votée en juin 2025, doit permettre la création de « comités référentiels construction » dans les RUP, pour qu'on puisse arrêter de se baser sur les référentiels de l'Union européenne. Mais comme l'a expliqué Jean-Yves Bonnaire, de la FRBTP Martinique, qui est intervenu à ce sujet, nous attendons toujours les décrets d'application.

### **Au niveau du CIBIG, quelles sont vos priorités aujourd'hui ?**

L'objectif est toujours de répondre au mieux aux besoins des porteurs de projet qu'on accompagne. Mais en étant à leurs côtés, nous nous sommes rendu compte qu'il devenait impératif de structurer la filière sur le territoire. De ce constat est né le projet Ecomatech Guyane. Il s'agit de créer un site internet, une plateforme numérique régionalisée, qui serait une sorte de guichet unique pour tout ce qui touche à la construction durable. Pour ce faire, nous réunissons une base de données que nous présentons sous la forme d'une cartographie interactive des acteurs du secteur de la construction. À partir d'un menu déroulant, l'internaute renseigne son besoin et il est orienté vers l'acteur local qui peut y répondre. À ce stade, dans le comité de pilotage, on retrouve l'EPFA (Établissement public foncier et d'aménagement) de Guyane, la CTG, et nous serons bientôt rejoints par le CERC (Cellule économique régionale de la construction), FRBTP — c'est en cours de formalisation — et le Conseil régional de l'Ordre des architectes.

\*Le CIBIG, Centre d'ingénierie bio-inspirée de Guyane, pôle de Guyane Développement Innovation, fournit un accompagnement technique et stratégique aux porteurs de projet.

## **Bio- ou géosourcé ?**

Les matériaux biosourcés sont issus de la matière organique renouvelable, qu'elle soit d'origine animale ou végétale (bois, chanvre, bambou, textile recyclé, etc.) alors que les matériaux géosourcés utilisent la terre crue (la brique de Guyane, par exemple).

## **Des projets d'éco-construction développés en Guyane :**

- **HyFlex**, panneaux en mycélium, naturels et biodégradables, isolants thermiques et acoustiques, projet porté par Joachim Bonifay.
- **SymbioFlex**, procédé de construction qui associe le bois et la brique de Guyane, projet porté par Stéphane Lambert.
- **BFlex Materials**, bétons isolants biosourcés, projet porté par Camille Morinet, Stéphane Lambert et Joachim Bonifay.
- **La Fibre Tropicale**, projet porté par l'association AQUAA.
- **Le Projet Panther**, panneaux isolants en fibres végétales locales, porté par l'UMR Ecofog (Unité mixte de recherche Écologie des forêts de Guyane) de Kourou.
- **Travaux de Maëva Leroy**, architecte et auteure d'une thèse portant sur la valorisation de bois ronds de petit diamètre en construction en Guyane française.



*Alain Charles, premier vice-président  
du Conseil régional de l'Ordre des  
architectes de Guyane*

# DES LOGEMENTS ADAPTÉS À LEUR ENVIRONNEMENT



Le centre-ville de Cayenne, Guyane. © Victor Moura

**L'architecture bioclimatique adaptée au milieu amazonien, cela passe par l'implantation du bâtiment, son orientation, le choix des matériaux utilisés et, parfois, le recours à des procédés traditionnels remis au goût du jour, comme l'explique Alain Charles, premier vice-président du Conseil régional de l'Ordre des architectes de Guyane.**

Texte Caroline Bablin

« En tant qu'architectes, nous intervenons essentiellement dans des zones déjà aménagées et nous apportons nos compétences sur la conception d'habitats confortables et répondant aux normes fixées par la RTAA DOM, la Réglementation thermique, acoustique et aération pour les départements d'outre-mer », note Alain Charles, vice-président du Conseil régional de l'Ordre des architectes de Guyane. En effet, depuis 2009, la RTAA DOM fixe des normes pour toutes les constructions neuves ou extensions de bâtiments qui font l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable. Ces règles concernent aussi bien l'installation de chauffe-eau solaires et brasseurs d'air dans les logements neufs que la « porosité des façades » — soit « un pourcentage d'ouverture adapté pour permettre la ventilation naturelle », précise Alain Charles — ou l'isolation thermique de la toiture et des murs exposés au soleil couchant, etc.

### **Des maisons traditionnelles déjà bioclimatiques**

Tous ces procédés ne sont pas forcément nouveaux. « On n'a pas attendu l'entrée en vigueur de la RTAA DOM pour construire des logements confortables en Guyane. Il y avait déjà une intelligence et une réflexion sur comment habiter en zone équatoriale. Et la maison créole traditionnelle répond à nombre d'attentes qu'on retrouve dans la RTAA DOM, mais cette dernière a le mérite de cadrer les choses », reconnaît Alain Charles.

Ainsi, certaines caractéristiques de constructions anciennes mériteraient qu'on s'y intéresse à nouveau. Dans le passé, il était par exemple courant de voir des maisons avec des soubassements pour que le plancher ne soit pas à même le sol. « Cette pratique a été délaissée mais elle présentait l'intérêt d'éviter les inondations et les remontées d'humidité par capillarité, d'autant plus en Guyane où la nappe phréatique est peu profonde », explique ce dernier. Mais elle pose aussi le problème d'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite. L'enjeu, dans l'avenir, pourrait donc être de concilier les deux : construire des bâtiments surélevés tout en restant accessibles à tous.

### **Développer la filière bois**

Concernant l'usage d'éco-matériaux, « nous avons le bois et la brique de Guyane », note l'architecte. « Les deux offrent un confort thermique intéressant. » La brique crue de Guyane est un nouveau matériau « qui nécessite un certain savoir-faire dans la conception et la mise en œuvre », précise Alain Charles. « Comme c'est de la terre crue compressée, il ne faut pas non plus qu'il soit exposé. » Quant au bois, l'essence la plus utilisée est l'angélique, mais on trouve aussi le gonfolo par exemple, moins cher que l'angélique et qui présente quand même une certaine qualité pour la construction. « En fonction des essences,

de leur classification, on pourra utiliser le bois à l'extérieur ou le réserver pour l'intérieur. Cependant, « la filière bois n'est pas suffisamment développée en Guyane », constate Alain Charles. « Les essences, dans notre forêt, sont difficilement accessibles car il n'y a pas de voie pour y accéder. Ça a été signalé au niveau de l'ONF et le sénateur Georges Patient est intervenu à ce sujet au Sénat. C'est un vrai frein au développement de la filière. » Sans compter qu'il faut aussi convaincre les Guyanais. « À un moment, on ne voulait plus entendre parler du bois qui était considéré comme un matériau fragile, peu sécurisant, facilement inflammable, nécessitant de l'entretien. Et on a privilégié le béton, le parpaing... », note Alain Charles, non sans souligner que « le bois est un matériau très intéressant pour répondre au confort thermique si l'on tient compte de ses caractéristiques dès la conception du projet, afin de limiter les contraintes en matière d'entretien. »

“

**On s'aperçoit que le climat a changé. Les vents peuvent être plus puissants. Il n'y a pas longtemps, on a eu de brusques rafales de vent qui ont soulevé la toiture de certains immeubles. Cela doit nous interroger sur notre façon de concevoir les toitures par rapport à des aléas climatiques qui peuvent être plus violents qu'avant, sans oublier la montée des eaux liée au réchauffement climatique.**

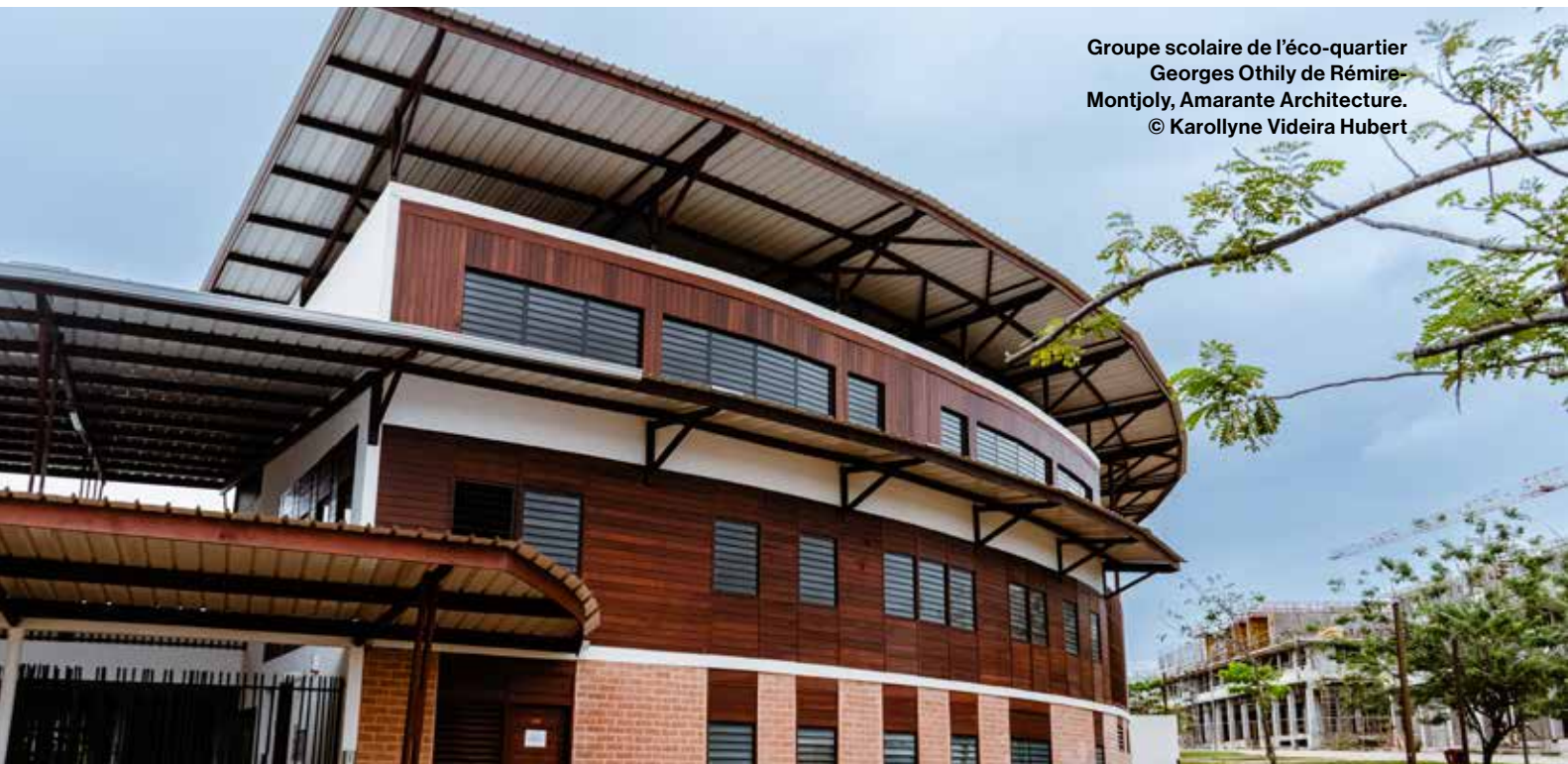
”

Alain Charles,  
premier vice-président du CROAG



*Camille Mieuzet, architecte et  
directrice de l'association AQUAA*

# À QUAND UNE VILLE BIOCLIMATIQUE ?



Groupe scolaire de l'éco-quartier  
Georges Othily de Rémire-  
Montjoly, Amarante Architecture.  
© Karollyne Videira Hubert

**Depuis plus de 20 ans, AQUAA, Actions pour une qualité urbaine et architecturale amazonienne, accompagne les acteurs de la construction et de l'aménagement du territoire pour une meilleure prise en compte des enjeux de développement durable. Et depuis 2023, l'association se penche plus particulièrement sur les questions d'urbanisme bioclimatique.**

Texte Caroline Bablin

« L'architecture bioclimatique, c'est le confort thermique intérieur, le bâtiment en lui-même. L'urbanisme bioclimatique, en revanche, concerne les espaces extérieurs », résume, pour faire simple, Camille Mieuzet, architecte et directrice de l'association AQUAA, Actions pour une qualité urbaine et architecturale amazonienne.

L'architecture bioclimatique va s'intéresser à l'orientation du bâtiment, la façon dont il pourra bénéficier d'une ventilation naturelle, les matériaux utilisés pour sa construction, l'isolation thermique, etc. L'urbanisme bioclimatique, lui, va prendre en compte le relief, la végétation et le bâti environnant, qui influencent également les performances thermiques et ventilatoires. D'où la nécessité de penser aussi le bioclimatisme à l'échelle d'un quartier, d'une ville...

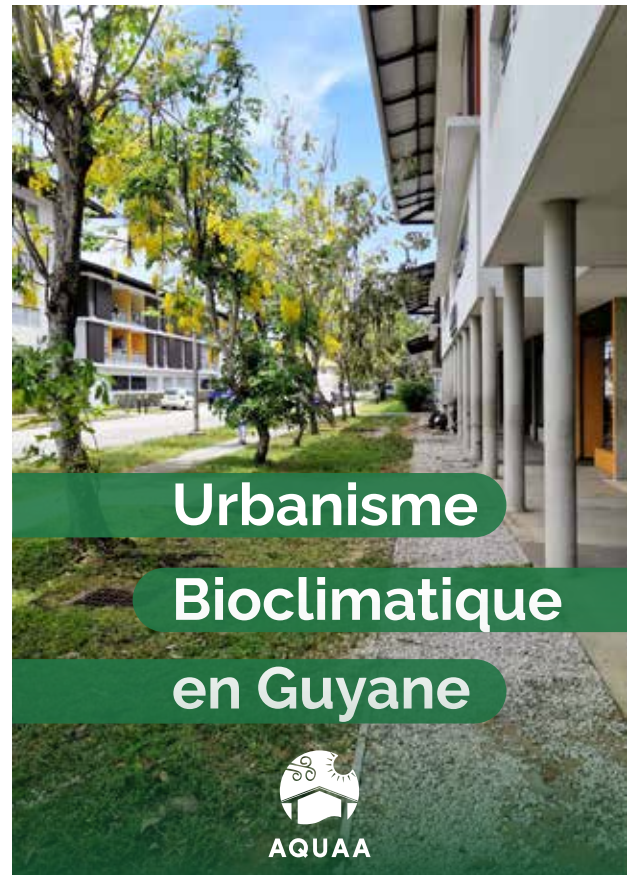
### **Un guide de l'urbanisme bioclimatique en Guyane**

« En 2023, on a dézoomé un peu le regard pour nous intéresser aux abords des bâtiments, au quartier, à la ville, et en 2025, on a sorti le guide de l'urbanisme bioclimatique en Guyane. Il a été bien reçu par les acteurs du territoire et nous avons lancé une nouvelle étude, dans la continuité de ce guide », explique Camille Mieuzet.

Au sein d'AQUAA, on constate alors l'intérêt suscité par le sujet. « Dès qu'on parle d'espace public, de confort thermique, de ressenti, ce sont des choses qui résonnent chez les gens, comme s'ils se sentaient plus concernés par l'urbanisme et leur expérience de la ville, que par l'architecture pure, qui peut sembler plus technique. » Les questions environnementales et de confort sont ainsi de plus en plus présentes. « Depuis quelques années, les bailleurs font des chartes environnementales ou des chartes de biodiversité pour lesquelles ils sollicitent notre conseil », constate la directrice d'AQUAA.

### **Des arbres dans les rues**

Pourtant, si les Guyanais sont sensibles à l'aménagement de leur quartier, ils expriment aussi certaines réticences. Il ressort par exemple d'une récente étude sociologique menée auprès des habitants de la ZAC Hibiscus, à Cayenne, que la population trouve « la végétation nécessaire, agréable et rafraîchissante », tout en signalant un manque d'entretien. On reproche aux arbres d'être parfois salissants. En se rendant à la COP30, Camille Mieuzet et ses collègues ont été frappés par la présence de manguiers centenaires dans les rues de la ville, qui cohabitent complètement avec la population. « C'est quelque chose qu'on a du mal à faire en Guyane. Ici, les mangues qui tombent à terre sont souvent perçues comme sales, ça abîme les voitures... Mais en parlant avec les habitants de Belém, ils n'ont pas du tout cette vision. Ils sont très fiers de leurs manguiers et profitent des fruits. » Reste à trouver un compromis en Guyane, pour profiter des bienfaits des arbres, sans pâtir des nuisances...



## **Des guides pour penser l'architecture et l'urbanisme bioclimatiques**

AQUAA réalise des études, crée des ressources et des outils afin de documenter l'architecture et l'urbanisme bioclimatiques, organise des formations à l'intention des professionnels et des animations grand public, toujours dans l'objectif de « réduire les impacts environnementaux dans l'acte de construire et d'aménager le territoire de Guyane ».

Parmi les nombreuses publications de l'association, le guide de *L'Urbanisme bioclimatique en Guyane* a été édité l'an dernier, et cette année, c'est le guide *Construire en bois de Guyane* qui a été présenté en mars. 138 pages pour tout savoir des techniques de construction en bois, les essences disponibles en Guyane, etc.



# DEUX SIGNATURES, UN CAP

LA GUYANE PLACE  
SES PIONS SUR L'ÉCHIQUIER  
SCIENTIFIQUE MONDIAL

Signature de deux accords en zone bleue, en présence de Gilles Pecassou, directeur général délégué de l'IRD (à gauche), Jean-Paul Ferreira, 1er vice-président de la CTG et chef de la délégation Guyane à la COP30, et Aboubakar Mambimba Ndjoungui, directeur général de l'AGEOS (Agence Gabonaise d'Études et d'Observations Spatiales)

À Belém, la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) n'est pas venue les mains vides. Deux accords signés en marge de la COP30 viennent muscler la position du territoire dans la coopération scientifique internationale.

**Premier acte.** Un accord de coopération entre la CTG et l'IRD, pour structurer en Guyane un véritable écosystème de recherche et d'innovation. Traduction : plus de passerelles entre laboratoires, universités et acteurs économiques locaux, et un territoire qui assume enfin son rôle de pôle scientifique amazonien.

**Deuxième acte.** Un accord tripartite réunissant la CTG, l'IRD et l'AGEOS (Agence Gabonaise d'Études et d'Observations Spatiales) autour du programme SEAS. Au menu : mutualiser l'expertise spatiale et scientifique pour mieux observer et surveiller les forêts tropicales par imagerie satellite. La Guyane fait le pont entre l'Amazonie et le bassin du Congo, deux poumons verts de la planète.

# KOUROU : QUAND L'EAU REDEFINIT L'ARCHITECTURE



**Le Conseil régional de l'Ordre des architectes de Guyane (CROAG) alerte sur les effets du changement climatique à partir du cas de Kourou. Son président, André Barrat, défend une transformation profonde des pratiques architecturales fondée sur la sobriété, l'adaptation et l'innovation, jusqu'à faire émerger une piste désormais incontournable : construire avec l'eau.**

Texte Sandrine Chopot



*André Barrat, président du Conseil régional de l'Ordre des architectes de Guyane (CROAG)*

### **Peut-on encore concevoir des projets dans une ville comme Kourou, exposée à une forte instabilité littorale ?**

L'architecte intervient dans un cadre défini par les documents de planification, comme le PLU en référence aux SCoT (\*) et SAR (\*\*). À Kourou, les contraintes sont identifiées : recul du trait de côte, montée des eaux, risques de submersion et d'inondation. Ces phénomènes transforment les conditions d'urbanisation. L'architecture devient ainsi une discipline de l'adaptation, et non plus seulement de l'implantation.

### **Faut-il repenser la constructibilité en zone inondable ?**

Le changement climatique impose de revoir notre rapport à ces territoires. Il ne s'agit plus seulement d'interdire, mais de transformer la manière d'habiter. Les littoraux restent attractifs, notamment économiquement, et ne peuvent être abandonnés. Il faut inventer des formes capables d'intégrer l'eau comme composante du projet : habitats sur pilotis, quartiers amphibies ou cités lacustres. En Guyane, où le foncier est contraint, l'enjeu est majeur : passer d'une logique d'exclusion à une logique d'adaptation conciliant développement et préservation.

### **Pourquoi Kourou ?**

Kourou est marquée par des transformations brutales, notamment le déplacement de populations lors de l'implantation de la base spatiale. Ces relocalisations ont provoqué une rupture des modes de vie, avec la perte d'habitats et d'activités traditionnels. Aujourd'hui, la bande côtière est confrontée au recul du trait de côte et à des risques accrus de submersion. Une partie du territoire devra être repensée, voire déplacée, sans reproduire les erreurs passées comme l'urbanisation sur remblais, très vulnérable.

Kourou présente toutefois un contexte exceptionnel : ville littorale et estuarienne, ouverte sur l'Atlantique et bordée par la rivière du Kourou. Cette situation offre une opportunité unique de repenser les relations entre ville et milieu naturel, en composant avec l'eau plutôt qu'en la combattant !

### **Quelles réponses pour vivre avec l'eau à Kourou ?**

Le projet du CROAG présenté à la COP30 propose de repenser le fonctionnement hydraulique du territoire en reconnectant les réseaux (canaux, lacs, zones humides) afin d'augmenter leur capacité de rétention et de régulation. Ce maillage permettrait de mieux gérer les inondations tout en ouvrant de nouveaux usages, notamment le transport fluvial à faible empreinte carbone. L'exemple de la cité lacustre d'Áfua, au Brésil, illustre ce modèle : elle fonctionne sans voiture, les déplacements se faisant à vélo et en bateau dans un environnement où l'eau, en circulation permanente, limite naturellement la prolifération des moustiques.

Cette approche s'accompagne d'une nouvelle organisation urbaine, avec des quartiers lacustres sur pilotis capables d'accueillir une partie de la croissance démographique, estimée à environ 4 000 logements. Vivre avec l'eau devient ainsi un levier de développement pour une ville résiliente et sobre.

### **Comment intégrer le déplacement progressif des populations ?**

Le phénomène est déjà une réalité à Kourou, avec près de 200 personnes concernées. Il est essentiel d'anticiper ces évolutions dans une stratégie globale et progressive. Cela implique de changer de méthode : ne plus imposer les relocalisations, mais les co-construire avec les habitants, en associant État, acteurs publics, architectes, urbanistes, experts scientifiques, sociologues, associations. L'objectif est d'éviter les erreurs passées en prenant en compte les dimensions sociales, culturelles et humaines, afin de proposer des solutions adaptées et durables.

### **Quel enseignement pour d'autres territoires littoraux ?**

Kourou montre que l'anticipation est plus efficace que la réaction. Plutôt que subir les crises, il est possible d'organiser l'adaptation en mobilisant l'ensemble des acteurs. La résilience ne repose pas uniquement sur la protection, mais sur la capacité à transformer les modes d'habiter avant que les situations ne deviennent critiques. Kourou apparaît ainsi comme un laboratoire des adaptations face aux mutations littorales.

(\*) Schéma de cohérence territoriale

(\*\*) Schéma d'aménagement régional

# PRODUIRE L'ÉNERGIE AUTREMENT

Terre d'abondance et de contrastes, la Guyane est aujourd'hui la seule Zone Non Interconnectée (ZNI) au réseau national continental où les énergies renouvelables sont majoritaires, dépassant 50 % du mix électrique. Ici, la transition énergétique se construit au plus près des réalités locales, faisant du territoire un véritable laboratoire d'innovations. Micro-réseaux photovoltaïques dans les communes isolées, valorisation de la biomasse, ou encore initiatives comme le projet Triton, inédit par son envergure et son modèle d'intégration des ressources locales : autant de solutions concrètes pour produire autrement. En conciliant ressources naturelles et ingénierie, la Guyane construit, avec méthode, une voie propre vers l'autonomie énergétique.





# EN MILIEU AMAZONIEN, LA RÉSILIENCE ÉNERGÉTIQUE SE RÉINVENTE

Le pôle scierie et énergie de Petit-Saut, Guyane. © Voltalia



*Richard Montazel, responsable  
d'agence chez Albioma*

Hygrométrie extrême, végétation invasive, corrosion accélérée, faune sauvage, isolement logistique : les actifs énergétiques en Amazonie française cumulent des contraintes que peu de territoires connaissent. Pour autant, fort ensoleillement, biomasse abondante et absence de risque sismique ou cyclonique en font un terrain d'expérimentation unique. « La Guyane, ce n'est pas que des contraintes », rappelle Richard Montazel, responsable

**Lors de la COP30, une table ronde organisée par la Collectivité territoriale de Guyane a permis de mettre en lumière les solutions innovantes qui structurent le mix énergétique local.**

**Au cœur des échanges : la résilience des actifs de production dans un environnement exigeant.**

Texte Adeline Louault

d'agence chez Albioma, présent sur le territoire depuis une quinzaine d'années avec deux centrales solaires au sol — 12 MW à Kourou et 4 MW à Matoury — et un projet de centrale biomasse liquide en développement à Saint-Laurent-du-Maroni pour 2028. Une démographie dynamique et des activités stratégiques comme le spatial en font un territoire à fort potentiel où chaque projet relève d'une forme de broderie : « Précise, exigeante et singulière. »

### **Concevoir autrement, dès le départ**

La résilience commence bien avant la mise en service d'une installation. Pour Albioma, elle s'impose dès la conception : biodiversité exceptionnelle, mesures d'évitement et de compensation, matériaux entièrement repensés. « Les mesures environnementales sont encore plus sensibles en Guyane qu'ailleurs », souligne Richard Montazel. Aluminium et acier galvanisé s'imposent face à des conditions climatiques « très agressives pour les métaux », tandis que structures, câbles et onduleurs sont adaptés à la chaleur et à la végétation qui reprend ses droits à une vitesse sans commune mesure avec l'Hexagone. Chez IDEX, cette même logique d'adaptation a donné naissance à une première mondiale. À Montsinéry-Tonnegrande, 27 000 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques perchés à 16 mètres couvrent directement les stocks de bois. « Ces ombrières géantes produisent de l'électricité tout en séchant la biomasse — augmentant les performances de la centrale —, créent un couloir de ventilation naturelle et sécurisent les conditions de travail de nos techniciens », explique Mélanie Bertherat, responsable de l'activité biomasse chez IDEX Guyane. Sur 4 hectares seulement, chaudière biomasse et solaire cohabitent en synergie permanente.

### **Robustesse, anticipation et gestion des risques**

En exploitation, la rigueur opérationnelle n'a pas d'équivalent. « La maintenance, annuelle dans l'Hexagone, est semestrielle, voire trois fois par an, en Guyane », indique Richard Montazel. S'y ajoutent des risques spécifiques : incendies de savane — « On a été sauvés plusieurs fois parce que le feu s'est arrêté au niveau des pistes en grave » — et faune locale. Chez Albioma, des formations de secours sont régulièrement dispensées par des associations spécialisées, notamment pour savoir comment réagir face à une attaque de serpent. Voltalia, né en Guyane en 2005 et représentant, avec 59 MW, 16 % de la consommation électrique du territoire, a forgé son expertise depuis 2010, au fil de trois centrales biomasse construites mais également des parcs solaires, hybrides ou installations de stockage. « On privilégie la robustesse et la fiabilité à la recherche de la prouesse technologique, témoigne Arnaud Flament, directeur de Voltalia Guyane. La moindre pièce qui casse peut nous faire perdre un ou deux mois, le temps du fret. » Tropicalisation des équipements, gestion rigoureuse des stocks de pièces détachées, choix de systèmes d'exploitation simplifiés, autant d'impératifs dans un environnement isolé et hostile.

### **Des premières mondiales nées de la nécessité**

Le Pôle Scierie et Énergie de Petit Saut, porté par Voltalia et sa filiale Triton Timber Group, incarne cette exigence : un pôle de valorisation intégrale et locale du bois immergé dans le lac de Petit Saut via une scierie industrielle pro-



La centrale biomasse de Simamary ©IDEX

duisant 9 000 m<sup>3</sup> de bois de construction par an, et une centrale biomasse de 10,5 MW, alimentée par les essences non valorisables en scierie et résidus d'exploitation. Plus de 200 millions d'euros d'investissement, 100 emplois créés, 8 % de la demande électrique guyanaise couverte. Inaugurée en 2025 après douze ans de développement, elle est aujourd'hui pleinement opérationnelle. « Pour des projets de cette ampleur en territoire amazonien, il faut être résilient », résume le directeur local de Voltalia. Chez IDEX, la filière biomasse (58 000 t/an) a également requis un modèle inédit : 55 % de résidus de défrichage agricole, 30 % de bois issu du barrage, 15 % de déchets de scieries. L'opérateur a accompagné 60 agriculteurs — leur évitant plus de 2 millions d'euros de frais de défriche — tout en montant en compétences 40 entreprises locales. Les 36 salariés de la centrale, majoritairement originaires de Montsinéry, ont été formés en partenariat avec la CTG.

### **Un laboratoire pour la région**

IDEX, Voltalia et Albioma ont conscience de porter des modèles aussi innovants qu'inspirants. « Sur les 20 dernières années, on a fait un vrai voyage vers la transition énergétique. Ce qui s'est développé ici crée un précédent sur lequel nos voisins peuvent s'appuyer », souligne Arnaud Flament, qui a rencontré à Belém des délégations du Suriname, du Guyana et du Brésil. Des pays qui partagent les mêmes ressources et les mêmes contraintes, et regardent avec intérêt ce que le territoire français a accompli. La Guyane, laboratoire amazonien de la transition énergétique, rayonne désormais bien au-delà de ses frontières.



La centrale solaire de Kourou, Guyane. © Albioma



*Philippe Byron, PDG de Solamaz*

# MICRO-RÉSEAUX SOLAIRES : LE PARI DE SOLAMAZ

**En Guyane et plus largement en Amazonie, de nombreux villages restent mal desservis en électricité. Avec Amazon Grid, l'entreprise guyanaise Solamaz développe des micro-réseaux solaires destinés à alimenter ces communautés isolées et à soutenir leur développement.**

Texte Adeline Louault



Dans de nombreux villages situés le long des fleuves Oyapock ou Maroni, l'électricité reste rare ou dépend encore de groupes électrogènes fonctionnant au diesel. Une solution coûteuse, bruyante et polluante, nécessitant un approvisionnement régulier en carburant et une maintenance constante. Face à ce constat, Solamaz a imaginé un modèle de micro-réseau solaire (ou micro-grid) destiné aux sites isolés. Concrètement, une centrale photovoltaïque associée à des batteries alimente plusieurs dizaines de maisons, à l'image d'un réseau électrique miniature. Contrairement aux kits solaires individuels, l'installation mutualise la production d'électricité et permet d'augmenter la capacité énergétique selon les besoins des habitants.

### Des projets pilotes en Guyane et au Brésil

Les premiers projets commencent à prendre forme. Au Brésil, Solamaz prévoit d'installer un micro-réseau dans le village de Kunanã, dans l'État d'Amapá, sur l'autre rive du fleuve Oyapock. L'installation combine 60 kWc de production photovoltaïque, 200 kWh de stockage et un générateur diesel de 45 kVA, et devrait alimenter une quarantaine de maisons. En Guyane, un projet pilote voit le jour à Trois-Palétuviers, sur la commune de Saint-Georges de l'Oyapock, où vivent environ 300 personnes. L'objectif : créer un premier réseau solaire local capable de fournir une électricité stable 24 heures sur 24. Le défi est autant logistique que technique. « Dans un micro-réseau, chaque foyer consomme différemment : éclairage, musique, réfrigérateur ou télévision. La production et la distribution d'énergie doivent donc être dimensionnées avec précision », souligne Philippe Byron, PDG de Solamaz.

### Un levier de développement local

En plus d'améliorer la qualité de vie de la communauté, l'accès à l'électricité permet de booster l'économie locale : chambres froides, petites unités de transformation alimentaire ou connexions Internet pour l'enseignement. « Quand un village dispose d'électricité, il peut créer de la valeur. » L'entreprise évoque notamment les perspectives liées à la bioéconomie amazonienne, comme la transformation de produits forestiers tels que le wassai ou la fabrication de certaines huiles végétales. Autre avantage du grid : la maintenance peut être assurée par les habitants, formés aux gestes de base, mais aussi à distance grâce à des systèmes de supervision informatique, limitant les déplacements des techniciens dans des zones souvent accessibles après plusieurs jours de pirogue.

### Un potentiel à grande échelle

Le potentiel de développement dépasse largement la Guyane. Selon les estimations de Solamaz, entre 5 000 et 9 000 sites isolés pourraient être équipés dans le Nord du Brésil. En incluant les pays voisins — Suriname, Guyana, Colombie ou Pérou —, les besoins pourraient être bien plus importants. Pour l'entreprise, l'objectif est d'identifier ces territoires et de développer progressivement un réseau de projets en Amazonie. À terme, Solamaz ambitionne de devenir un acteur de référence dans la production d'énergie durable sur sites isolés.

## Solamaz en bref

Fondée en 2013 par Philippe Byron, l'entreprise Solamaz est spécialisée dans les solutions solaires adaptées aux zones isolées. Basée en Guyane, elle a d'abord développé des lampadaires solaires autonomes avant d'élargir son activité aux systèmes photovoltaïques et aux micro-réseaux énergétiques. L'entreprise compte aujourd'hui vingt-cinq collaborateurs et travaille sur des projets en Guyane, au Brésil et plus largement dans la région amazonienne.

# DU BOIS ET DE L'ÉNERGIE AU FOND DU BARRAGE DE PETIT-SAUT

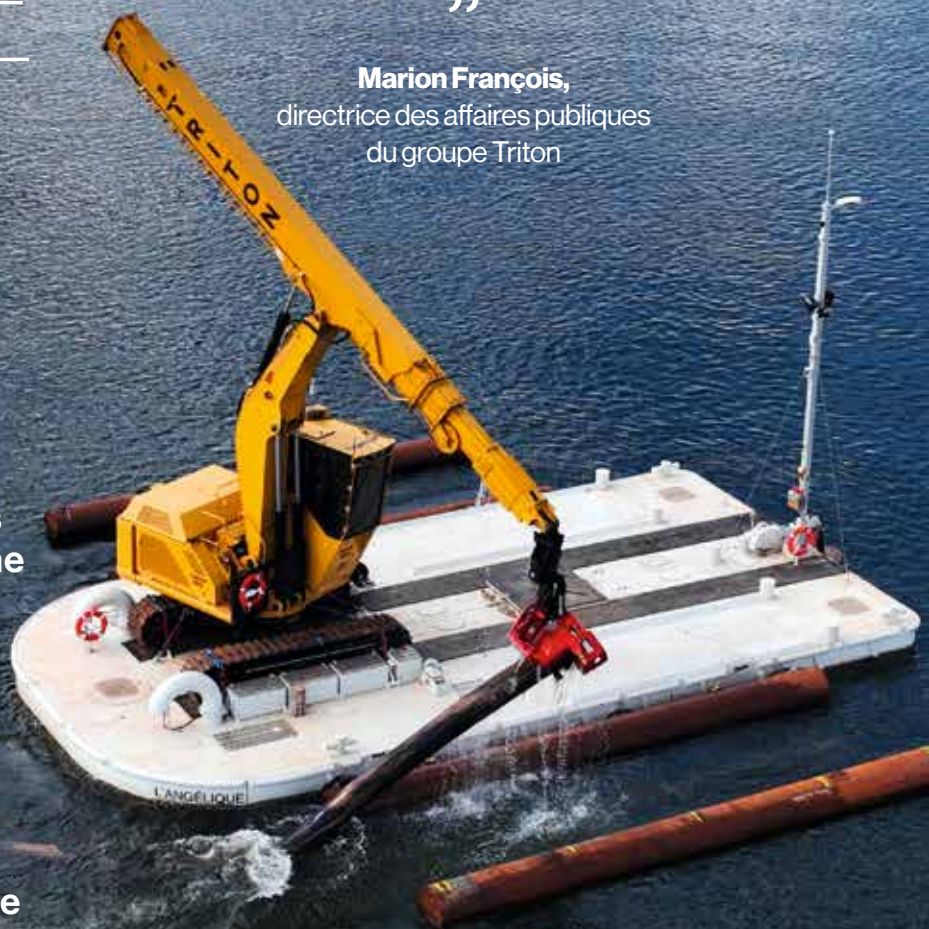
Dans le monde, plus de 500 millions d'arbres dorment sous les eaux des barrages et des lacs artificiels. C'est en Guyane, au barrage de Petit-Saut, que Triton part à la recherche de ces arbres oubliés pour leur offrir une seconde vie, un nouvel usage. Filiale du groupe Voltalia depuis 2019, l'entreprise transforme cette ressource inexploitée en bois d'œuvre et convertit les résidus en biomasse pour contribuer à produire de l'énergie décarbonée pour le territoire. Mais une telle activité respecte-t-elle son environnement ? Comment cohabite-t-elle avec le tourisme local ? Marion François, directrice des affaires publiques du groupe Triton, nous répond.

Texte Karollyne Videira Hubert

“  
Valoriser le bois immergé,  
c'est proposer une  
alternative crédible et  
responsable au bois issu  
des forêts terrestres et  
réduire la pression sur les  
écosystèmes.

”

**Marion François,**  
directrice des affaires publiques  
du groupe Triton





*Marion François, directrice des affaires publiques du groupe Triton*



*Arnaud Flament, directeur Voltalia Guyane*

### **Le projet Petit-Saut est mené en partenariat avec Voltalia. Concrètement, qu'apporte Triton à ce projet et comment fonctionne la chaîne de valorisation du bois ?**

Le projet de Pôle Scierie et Énergie de Petit-Saut repose sur l'expertise de Triton dans la récupération et la valorisation sûre et efficace du bois immergé. Grâce au système breveté SHARC, les arbres submergés sont coupés et extraits en toute sécurité, sans perturber le milieu. Les bois, parfaitement tracés, sont triés selon leur essence et leur état. Les troncs sont orientés en priorité vers la transformation en bois d'œuvre pour la construction ou l'ameublement. Ils sont commercialisés en Guyane et l'excédent est également exporté en Europe sous la marque Triton Collections. Rien ne se perd et tout est valorisé : les déchets sont quant à eux orientés vers la centrale « Sinnamary Biomasse Énergie », qui les convertit en électricité pour produire jusqu'à 8 % des besoins du territoire. Le projet porte donc un triple objectif : répondre aux besoins en bois d'œuvre, soutenir l'autonomie énergétique de la Guyane et générer de la valeur sur le territoire.

### **Extraire 140 000 m<sup>3</sup> de bois par an sur un gisement de 4 millions de m<sup>3</sup>, c'est une opération d'envergure. Quel impact cela a-t-il sur l'écosystème aquatique qui s'est formé autour de ces arbres immergés depuis trente ans ?**

L'impact est minimal et pleinement maîtrisé grâce aux mesures mises en œuvre. Des études environnementales approfondies ont été menées et validées par un conseil scientifique avant toute intervention. Sur cette base, plus de la moitié du lac est exclue de toute activité. Dans les zones autorisées, identifiées comme sans enjeux majeurs, Triton ne prélève pas la totalité de la ressource : les arbres de moins de 20 cm de diamètre sont laissés en place pour préserver l'équilibre des écosystèmes. L'ensemble de l'activité est par ailleurs encadré par la préfecture et par l'Office national des forêts (ONF), qui délivre les autorisations d'exploitation du lac de Petit-Saut et veille au respect de son environnement.

### **Petit-Saut est aussi un site touristique et de loisirs apprécié en Guyane : pêche, excursions en pirogue, observation de la faune. Comment le projet cohabite-t-il avec ces activités ?**

L'activité est tout à fait compatible avec les usages touristiques du lac. Petit-Saut est vaste et peut accueillir

les deux. Un dialogue constructif est engagé avec la compagnie des guides locaux pour coordonner les zones d'opération dans la mesure du possible, et par exemple l'activité est limitée pendant les vacances scolaires ainsi que dans les secteurs les plus fréquentés par les visiteurs. Il faut aussi savoir que l'empreinte sur le lac reste limitée. Les engins sont entièrement aux normes et fonctionnent même avec de l'huile biodégradable. Les zones industrielles sont signalées au public pour des raisons de sécurité, mais sans en interdire l'accès. L'objectif est de cohabiter, pas de restreindre.

### **La COP30 a mis en avant la reproductibilité de votre modèle, notamment au Brésil. À quelle échelle Triton envisage-t-il de se développer ?**

La présence à la COP30 visait à démontrer que ce modèle est répliquable et que la Guyane peut être un modèle de transformation d'une ressource abandonnée en vecteur de développement durable. Le Brésil présente tout naturellement un potentiel énorme en raison de l'ampleur des forêts submergées. Le pays cherche aussi activement des solutions pour limiter la déforestation amazonienne, et notre modèle offre une alternative concrète : valoriser le bois déjà immergé plutôt que d'exercer une pression supplémentaire sur les forêts naturelles. Du bois noble, tracé et garanti, qui génère de la valeur pour les territoires.

## **Valoriser les talents locaux**

Triton emploie 70 personnes pour ses activités en Guyane et fait de l'ancrage local une priorité. L'entreprise a par exemple noué des partenariats avec le RSMA et France Travail, permettant de recruter et de former une dizaine de jeunes. Triton recherche des profils variés : opérateurs d'engins forestiers, pilotes de bateaux, opérateurs de scierie et de raboterie. La société va jusqu'à former ses propres personnels et ainsi opérer un transfert de compétences en interne. L'objectif est clair : créer des emplois durables et renforcer la filière bois sur le territoire.



# BIOMASSE EN GUYANE : UN PILIER DU MIX ÉNERGÉTIQUE, UN MODÈLE D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE



*Mélanie Bertherat, présidente de  
l'Association Biomasse Guyane*

**Cinq centrales, 29,3 MW installés, 70 000 foyers alimentés. En Guyane, la filière biomasse est à la fois un outil de régulation du réseau électrique et le symbole d'un modèle circulaire construit à partir des ressources et contraintes propres au territoire.**

Texte Adeline Louault

Les cinq centrales en activité — à Kourou, Montsinéry, Cacao, Saint-Georges-de-l'Oyapock et Sinnamary, la plus récente et la plus puissante — assurent ensemble environ 25 % de la capacité installée de production élec-

trique du territoire, avec 23,6 MWh injectés sur le réseau. Ce qui distingue fondamentalement la biomasse des autres énergies renouvelables, c'est sa pilotabilité. « Les centrales biomasse fournissent une électricité disponible à toute heure — nuits, week-ends, jours fériés — dans les quantités exactes demandées par le gestionnaire de réseau, en substitution progressive des centrales fossiles », explique Mélanie Bertherat, présidente de l'Association Biomasse Guyane.

## **Un modèle taillé pour la Guyane**

La filière guyanaise n'a aucun équivalent ailleurs : elle a été inventée ici, par les acteurs du territoire. « On a créé de toutes pièces notre mode de fonctionnement, avec des fournisseurs qui, initialement, ne travaillaient pas dans le domaine de l'énergie », souligne Mélanie Bertherat. Les 288 000 tonnes de biomasse consommées annuellement proviennent exclusivement de résidus de filières locales : bois immergé du lac de Petit-Saut (130 000 t), dégâts d'exploitation forestière issus du domaine de l'ONF (70 000 t), connexes de scierie (50 000 t), défriches agricoles et urbaines (38 000 t) provenant de travaux d'aménagement du territoire. « Ces matières n'avaient auparavant aucun débouché et représentaient une charge opérationnelle et financière. »

© Biomasse

## L'Association Biomasse Guyane

Créée début 2024, à l'initiative de Voltalia et IDEX, l'association regroupe une dizaine d'adhérents organisés en collèges : acteurs de la défriche agricole, scieurs, exploitants forestiers et énergéticiens. Elle structure et professionnalise la filière, pèse sur les documents stratégiques qui l'encadrent — notamment les plans d'approvisionnement des centrales — et assure sa visibilité auprès des institutionnels et du grand public. Elle est aussi membre de l'Interprobois, en lien avec la filière bois d'œuvre dont elle valorise les co-produits.

<https://biomasse-guyane.com/>

### Un cercle vertueux ancré dans l'économie locale

Ce modèle repose sur un tissu de PME locales : une trentaine de fournisseurs de combustible et une vingtaine de transporteurs. « On fonctionne avec des acteurs locaux dans un cercle vertueux de récupération de matières non valorisées. On vient compléter leur chiffre d'affaires et leur donner une force économique », résume la présidente. La filière emploie 98 salariés directs et génère indirectement plus de 240 emplois dans la fourniture, le transport et la maintenance. Son empreinte foncière est par ailleurs remarquablement réduite : 19,5 hectares pour l'ensemble des centrales, contre environ 60 pour une installation photovoltaïque équivalente.

### La COP30 comme tribune

C'est ce modèle que l'Association Biomasse Guyane est allée présenter au pavillon France de la COP30, sans ambition d'export — la filière est trop spécifique pour être transposée. L'objectif : témoigner, sur une scène internationale, qu'une transition énergétique réussie peut aussi s'écrire à l'échelle d'un territoire amazonien.

© Biomasse





*Roland Fayn, responsable du service Transition et efficacité énergétique au sein d'EDF Guyane.*

# 200 ÉCARTS : L'ÉLECTRICITÉ ARRIVE AU BOUT DU FLEUVE

**Le long du Maroni et de l'Oyapock, des centaines de familles vivent sans raccordement électrique. Depuis 2017, EDF Guyane œuvre à déployer des kits solaires autonomes pour y remédier. Avec 750 installations prévues d'ici 2031, le projet « 200 Écarts » est l'un des plus ambitieux programmes d'électrification rurale de France.**

Texte Karollyne Videira Hubert

Tout part d'un constat de terrain. En 2017, le président de la CRE (Commission de régulation de l'énergie) découvre la réalité des écarts, ces zones isolées, accessibles uniquement par pirogue, où les habitants dépensent entre 150 et 400 euros par mois en fioul pour leurs groupes électrogènes (pour ceux qui en possèdent). EDF Guyane conçoit alors un kit solaire individuel avec batterie offrant trois jours d'autonomie en saison des pluies, pour un forfait annuel d'environ 500 euros. « On a voulu un système simple et robuste, parce qu'on se trouve dans des zones où la maintenance est un vrai challenge », explique Roland Fayn, responsable du service Transition et efficacité énergétique



au sein d'EDF Guyane. Entre 2020 et 2023, 40 kits ont été testés à l'île Bastien, à Saint-Laurent-du-Maroni, et à Kolopote, à Grand Santi. Chaleur, humidité, crues du Maroni. Pour y remédier, tout a été surélevé, simplifié, renforcé. « Après les inondations de 2022, on a décidé de surélever l'ensemble du dispositif pour le protéger de l'eau », précise Roland Fayn.

## **750 carbets, 3 vagues, 20 ans**

Le déploiement doit démarrer en 2027. Trois vagues de 250 kits couvriront 108 zones isolées, d'Awala-Yalimapo à Saint-Georges-de-l'Oyapock, jusqu'en 2031. Le projet est dimensionné sur 20 ans. Au-delà de l'installation, EDF va renforcer l'accompagnement avec des conseillers énergie qui forment les habitants sur place à la bonne utilisation des kits. Lors de la mise en service à Kolopote, des habitants ont pleuré de joie. « Pour certains, c'était la première fois qu'ils avaient accès à l'électricité », raconte l'ingénieur.

## **Un savoir-faire qui s'exporte**

Présenté à la COP30 à Belém, le projet a attiré l'attention bien au-delà de la Guyane. Roland Fayn explique qu'une province néerlandaise a sollicité l'expertise d'EDF Guyane pour résoudre des problèmes similaires. « Qu'une province néerlandaise fasse appel à l'expertise guyanaise, ça dit quelque chose. On n'est plus seulement un territoire qu'on accompagne, on est un territoire qui innove. »

## **Pourquoi « 200 Écarts » ?**

**Le nom fait référence aux 200 zones de vie identifiées sans électricité en Guyane le long des fleuves frontaliers. Le projet est porté à 100 % par EDF, en réponse à la demande de la CRE, en accord avec le SMEGUY.**

# SMARTGRIDS : LES COMMUNES DE L'INTÉRIEUR PRENNENT LEUR AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE

**En parallèle des kits solaires individuels des « 200 Écarts », EDF Guyane s'attaque à un autre défi : accompagner la décarbonation de l'alimentation électrique des communes de l'intérieur. Grâce aux Smartgrids, ces réseaux électriques intelligents couplant panneaux solaires et batteries, Maripasoula ouvre la voie. Camopi, Papaïchton, Régina et Grand-Santi suivront d'ici 2031.**

Texte Karollyne Videira Hubert

Le 13 octobre 2025, Maripasoula inaugurerait son Smart-grid, un réseau électrique intelligent capable de combiner production photovoltaïque et stockage par batterie. La commune, située sur les rives du Maroni et accessible uniquement par avion ou pirogue, dépendait jusqu'alors quasi exclusivement de générateurs diesel. La centrale solaire de 1,2 MWc, développée par EDF Power Solutions, couvre désormais la consommation d'environ 2 500 personnes, soit un quart de la population locale. Le dispositif de stockage de 1,2 MW et un système de pilotage intelligent ajustent les flux d'électricité en temps réel pour maintenir l'équilibre du réseau. L'enjeu dépasse la seule production d'énergie. En période de sécheresse, l'approvisionnement en fioul par le fleuve peut être totalement interrompu. Les Smartgrids apportent une sécurité énergétique que le diesel seul ne pouvait pas garantir. Le projet a aussi généré des retombées économiques directes, avec dix embauches pour les travaux et deux postes pérennes pour l'entretien des installations.

## **70 à 80 % d'énergie décarbonée**

L'objectif affiché par EDF Guyane, en lien avec la Programmation pluriannuelle de l'énergie de Guyane, est ambitieux. Les Smartgrids doivent permettre d'atteindre 70 à 80 % de production décarbonée dans les communes isolées, en insérant massivement l'énergie renouvelable sur leurs réseaux. Il ne s'agit pas d'un simple complément solaire, mais d'un véritable basculement du modèle énergétique de ces territoires. D'autres projets de centrales photovoltaïques couplées à des Smartgrids sont déjà programmés pour Camopi, Papaïchton, Régina et Grand-Santi. Leur mise en service est estimée entre 2028 et 2031. À terme, l'ensemble des communes de l'intérieur guyanais devrait bénéficier de cette transition vers un mix énergétique largement solaire, soutenu par du stockage batterie et un appoint thermique réduit au minimum et converti au bioliquide.



# LA COP30 NE S'EST PAS ARRÊTÉE À BELÉM.



**À l'issue de sa participation à la COP30, la Collectivité Territoriale de Guyane a lancé son cycle de conférences post-COP30 à la Maison des Cultures et des Mémoires de la Guyane. Un temps d'échanges qui ouvre une série de rencontres ouvertes au public, pour prolonger la dynamique née à Belém.**



# VIVRE AVEC LA PÊCHE

En Guyane, la mer et le fleuve ne sont pas une ressource parmi d'autres : ils sont une mémoire, une identité, un ventre. Depuis des générations, les pirogues glissent au lever du jour, les filets se lèvent, et c'est tout un territoire qui s'organise autour de l'eau. Mais cet équilibre, long à construire, est aujourd'hui fragilisé. Des flottes étrangères ratissent les fonds avec des filets de 18 kilomètres. La moitié de la pêche dans la région serait illégale, jusqu'à 75 % au large des côtes guyanaises. L'acoupa rouge et le vivaneau se raréfient. Ce dossier part à la rencontre de ceux qui vivent de ces eaux et croient encore en leur avenir.





# LA PÊCHE ILLÉGALE ÉCHAPPE ENCORE AUX RADARS

Les chiffres sont sans appel : au moins 50 % de l'effort de pêche total dans la région serait illégal\*. Quelles seront les conséquences de cette pratique massive sur la biodiversité marine de Guyane ?  
**Explications.**

Karollyne Videira Hubert



©Photo de Murilo Silva sur Unsplash

### Quelles sont les conséquences concrètes de la pêche illégale sur la biodiversité marine de Guyane ?

**Damien Chevallier, chercheur au CNRS :** La pêche INN (illégale, non déclarée et non réglementée) provoque des déclinés sévères de population pour toutes les espèces étudiées. Les nids de tortues luth, autrefois les plus importants au monde, se sont effondrés. Le sotalia (petit dauphin côtier) a quasiment disparu de l'ensemble de son aire historique, sauf dans le fleuve Suriname où la pêche au filet n'est pas pratiquée. Les requins et les raies font les frais de captures accidentelles massives et du commerce illégal. Le vivaneau rouge et l'acoupa sont en voie d'être reclassés « en danger » sur la Liste rouge de l'UICN cette année. À cela s'ajoute le changement climatique, qui amplifie la vulnérabilité de ces espèces en dégradant leurs habitats, perturbant leur biologie et réduisant la résilience des écosystèmes...

**Fabian Blanchard, représentant Ifremer Guyane :** En Guyane française, la pêche légale est durable. C'est bien la pêche illégale qui détruit les stocks. Même si l'on prend les estimations les plus basses, l'INN suffit à faire basculer le bilan vers la surpêche, entraînant une baisse des débarquements et une dégradation de la santé des ressources halieutiques.

### Est-il encore temps d'agir ?

**Tony Nalovic, président de l'association TOTM et coordinateur plateaux des Guyanes pour les espèces acoupa et vivaneau pour l'UICN :** La réponse existe, mais elle exige un courage politique. Une coopération régionale entre tous les États concernés est indispensable. Aucun pays, seul, n'a réussi à faire reculer la pêche illégale.

**Laurent Kelle, responsable du bureau WWF Guyane :** Et ce, même en tant que territoire européen disposant de

moyens bien supérieurs à ses voisins pour lutter contre l'IUU, la Guyane française n'a pas réussi à faire baisser la pression de la pêche illégale qui a doublé en dix ans.

**T.N. :** Il faut d'abord mettre en place des mesures urgentes de préservation pour faire face au risque d'effondrement systémique. Ensuite, les plans de gestion existants doivent être réellement mis en application. Leur déploiement est trop lent. Enfin, il faut intégrer les nouvelles zones identifiées pour les requins et raies, les ISRA, dans les schémas de gestion spatio-temporelle. Ignorer la situation actuelle serait désastreux, avec des conséquences et impacts socio-économiques à long terme sans précédents et très coûteux.

### Pourquoi était-il important pour vous d'être présent à la COP ?

**T.N. :** Lors de la COP30, notre objectif était de faire le point sur l'état de conservation des espèces marines emblématiques et commerciales de l'éco-complexe des Guyanes (Guyana, Suriname, Guyane française, État de l'Amapá/Pará), et d'évaluer dans quelle mesure la pêche IUU constitue une menace directe et imminente pour ces populations. Pour nous, il était important de sensibiliser les autorités nationales et les parties prenantes régionales à l'urgence d'agir collectivement. La Guyane se trouve dans une région d'une richesse écologique exceptionnelle

et la pêche représente aussi une source vitale de protéines et de revenus pour les populations côtières. Or, au moins 50 % de l'effort de pêche dans toute la région serait illégal, atteignant jusqu'à 75 % dans les eaux françaises de Guyane.

\*selon les études menées et présentées à la COP par l'Ifremer, le WWF, le CRPME de Guyane, ou encore par l'État brésilien.

“  
Si rien n'est fait pour  
lutter contre l'INN à  
l'échelle régionale  
rapidement, le résultat  
sera la dégradation  
et l'effondrement des  
tortues luth, du sotalia,  
des élasmobranches  
et des espèces  
commerciales  
importantes.  
”

**Tony Nalovic, biologiste halieutique  
et président de l'association TOTM**

## Sea Shepherd, un allié inattendu contre la pêche illégale

Depuis le 23 janvier, un navire de Sea Shepherd France patrouille au large des côtes guyanaises. L'ONG tente de collaborer directement avec les acteurs et les pêcheurs locaux, et prévoit de repérer les filets abandonnés par les navires étrangers en situation de pêche illégale. Une initiative bienvenue dans une région où les captures locales s'effritent et où les contrôles étatiques peinent à couvrir l'ensemble des eaux territoriales.

# CE QUE RÉVÈLENT LES CHIFFRES



## **La tortue luth**

est l'une des espèces le plus menacées en Guyane. En l'espace de vingt ans,

**le nombre de pontes a chuté de plus de 90 %,**

notamment en lien avec la pêche illégale et les conséquences du changement climatique.

Depuis 2009

les zones  
côtières  
se sont  
appauvries en  
mammifères  
marins.

75%

de l'effort  
de pêche  
en eaux  
guyanaises  
provient  
de bateaux  
illégaux.

150

bateaux pêchent le vivaneau  
rouge sans autorisation au Brésil,  
autant que la flotte légale.

+18 KM

c'est la longueur que  
peuvent atteindre les  
filets illégaux.

4

espèces de  
sciaenidés  
commer-  
ciales déjà  
surpêchées  
il y a 8 ans au  
Guyana et au  
Suriname.

2026

date de  
reclassement  
« en danger »  
pour l'acoupa  
et le vivaneau  
rouge si rien  
ne change.

Sources : IUCN, IFREMER, WWF et TOTM

# RÉCONCILIER LA PÊCHE ET LA BIODIVERSITÉ

**Des outils scientifiques et économiques existent pour mieux anticiper les risques et améliorer la gouvernance des pêcheries.**

Karollyne Videira Hubert

©Photo Mathieu Delmer

Chercheur associé au laboratoire MINEA et chargé d'enseignement à l'Université de Guyane, Yves Duplan travaille depuis plus de vingt ans sur la gestion durable des ressources naturelles, notamment les ressources marines comme les crevettes et certains poissons côtiers. Face au changement climatique. Il présente cinq approches pour adapter les pratiques de pêche, éclairer les décisions publiques et concilier, sur le long terme, économie locale et préservation de la biodiversité :

**1**

## LE MODÈLE DE BIOMASSE

« Cet outil permet d'estimer la quantité de poissons encore disponible et d'identifier si les ressources sont en danger. Il aide aussi à déterminer le niveau de pêche maximal compatible avec le renouvellement naturel des stocks, afin d'éviter leur épuisement à long terme. »

**2**

## L'ANALYSE PAR LA TAILLE DES POISSONS

« En observant la taille des poissons capturés, cette méthode permet de mieux comprendre l'état des populations. Elle aide à savoir si la pêche touche davantage les jeunes ou les adultes, et à estimer la mortalité, la pression de pêche et la structure du stock. »

**3**

## LES MODÈLES BIOÉCONOMIQUES

« Ces approches relient l'écologie et l'économie. Elles cherchent à trouver un équilibre entre la protection des ressources et les revenus des pêcheurs, en définissant un niveau d'effort de pêche qui reste durable tout en garantissant la rentabilité du secteur. »

**4**

## LES MODÈLES ÉCOSYSTÉMIQUES

« Ils prennent en compte l'ensemble de l'environnement marin. Les interactions entre les espèces, la qualité des habitats ou encore les impacts indirects de la pêche sont analysés afin de gérer les ressources de manière globale et préserver l'équilibre des écosystèmes. »

**5**

## LES MODÈLES INTERMÉDIAIRES (MICE)

« Ces outils servent à anticiper l'avenir. En simplifiant les écosystèmes pour ne garder que les facteurs essentiels, comme la température de l'eau, la compétition entre espèces ou la pression de pêche, ils permettent de prévoir l'évolution des ressources et d'orienter les stratégies face au changement climatique. »



*Yves Duplan, chercheur et chargé d'enseignement à l'Université de Guyane*

« Au-delà de leur dimension technique, ces méthodes traduisent une transformation profonde de la gestion des pêcheries », explique Yves Duplan. L'enjeu n'est plus seulement de mesurer l'état des stocks, mais d'anticiper les crises, d'intégrer les effets du changement climatique et de concilier, sur le long terme, économie locale et préservation de la biodiversité. Car la surexploitation reste souvent invisible : un stock peut paraître stable pendant des années avant de s'effondrer brutalement.

Mais ces avancées scientifiques se heurtent à une réalité de terrain plus fragile. Le chercheur pointe les limites de la surveillance et de la structuration de la filière en Guyane : « La pêche reste insuffisamment organisée, avec plusieurs

“

**Les formations locales sont aussi très limitées : il n'existe pas de filière technique dédiée à la pêche, comme un BTS, qui permettrait aux jeunes Guyanais de se spécialiser.**

”

## À noter

Le changement climatique modifie la productivité des océans.

La hausse de la température de la mer influence la croissance, la reproduction et la répartition des espèces. Certaines peuvent disparaître localement, tandis que d'autres deviennent plus abondantes.

obstacles majeurs. Nous manquons de soutien, notamment d'un renforcement des laboratoires pour développer la recherche scientifique. La pêche illégale perturbe fortement les données, ce qui complique l'analyse et la gestion des ressources. »

Pour Yves Duplan, la question dépasse la seule dimension scientifique. Elle relève aussi d'un choix politique et territorial. « Il faut renforcer les moyens techniques pour mieux surveiller la pêche et améliorer la connaissance des ressources. Aujourd'hui, les investissements restent insuffisants. Si l'on veut structurer durablement la filière, il faut aussi former et accompagner les Guyanais, afin qu'ils deviennent les acteurs de cette économie et de la protection de leur environnement. Il est également nécessaire de développer des structures de recherche universitaires, à l'image de l'Ifremer\*, pour disposer d'experts et de compétences locales sur ces enjeux. »

\*L'Ifremer est un organisme public de recherche spécialisé dans les océans et les ressources marines. Il aide à mieux connaître, surveiller et exploiter durablement la mer et ses écosystèmes.



©Photo Mathieu Delmer



*Tony Nalovic, président  
de l'association TOTM*

**En Guyane, l'acoupa rouge et le vivaneau rouge trônent dans les assiettes. Des mets appréciés, qui font aussi partie de l'identité guyanaise. Pourtant, les scientifiques l'affirment : ces espèces sont menacées. Et le temps presse.**

Karollyne VIDEIRA HUBERT

#### **Un plateau, quatre pays, un même constat**

Le plateau des Guyanes, qui relie le Brésil, la Guyane française, le Suriname et le Guyana, ne connaît pas les frontières. Cet espace marin forme un système écologique d'un seul tenant. Ce qui s'y passe au large de Belém se ressent à Cayenne. C'est précisément ce que les scientifiques sont venus confirmer lors de la COP30. « L'intérêt d'aller à Belém pour les participants était de vérifier si les observations étaient partagées à l'échelle du plateau nord-brésilien », explique Tony Nalovic, président de l'association TOTM (Trans Océans Tortues Marines) et spécialiste auprès de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature). Le verdict est sans appel : « Le même constat est en effet partagé par les scientifiques du Brésil, de Guyane et jusqu'au Guyana. »

#### **La surpêche et le changement climatique**

Le premier : la surpêche. L'acoupa et le vivaneau subissent une pression croissante dans toute la région, aggravée par la pêche illécite, non déclarée et non réglementée, ce que les spécialistes désignent sous l'acronyme INN. Des flottes fantômes qui prélèvent sans compter, sans rendre de comptes.

Le second : le climat. « Les effets du changement climatique amplifient les impacts négatifs sur des populations déjà surexploitées, réduisant leur capacité de résilience et augmentant leur risque d'effondrement », avertit Tony



Nalovic. Le résultat, selon les chercheurs, pourrait être une « extraction fortement déséquilibrée », euphémisme scientifique pour un pillage en règle. Il y a aussi un moteur plus discret, et très lucratif : la vessie natatoire de l'acoupa. Sur les marchés asiatiques, cet organe prisé pour ses vertus supposées vaut bien plus que la chair du poisson, parfois dix fois son prix. Cette rente invisible attire les filets dérivants, cible une espèce dont les individus sont de plus en plus petits, et menace à terme la durabilité de toute la filière.



### **Au bord de l'effondrement**

Pour Fabien Blanchard, directeur de l'Ifremer en Guyane, la surpêche se lit dans deux indicateurs : la mortalité par pêche et la biomasse. « Lorsque la pression dépasse le seuil durable ou que la biomasse chute trop bas, le risque d'effondrement devient réel. » En Guyane, ce seuil est déjà proche. La production halieutique a nettement reculé ces dix dernières années. La pêche étrangère illégale exercerait une pression pouvant aller jusqu'à quatre fois

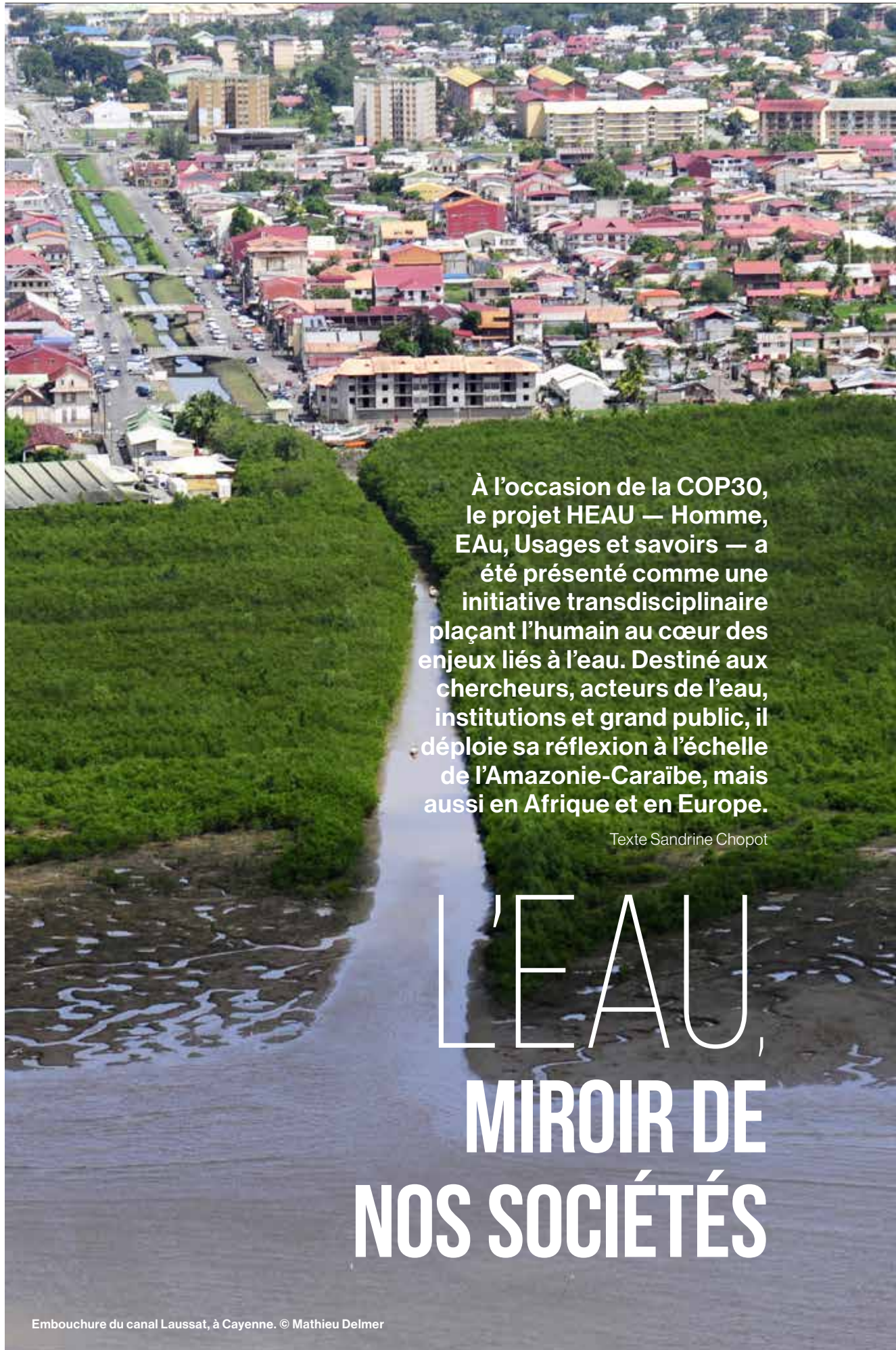
l'effort local. La trajectoire, dit-il, est « clairement non durable ». Le déclin des espèces du genre *Cynoscion*, dont fait partie l'acoupa rouge, est, pour lui, « un signal fort ». Pas une projection. Un fait, déjà visible, déjà mesuré. La question n'est plus de savoir si la ressource est menacée — elle l'est — mais de savoir si l'on agira avant qu'il ne reste plus rien à protéger.

# PROTÉGER LE VIVANT

**Au cœur du vivant**  
Forêt vierge, nature intacte, frontière nette : les mythes tombent. Le vivant n'est pas ailleurs : il circule, il se transforme, il nous traverse. Maladies émergentes, héritages forestiers, eau partagée : tout se tient. Ici, chercheurs guyanais et brésiliens croisent données, savoirs et langues. Protéger le vivant, c'est se reconnaître dedans.

Le recul du trait de côte  
sur la plage des Salines, Guyane.  
© Victor Moura





À l'occasion de la COP30, le projet HEAU — Homme, EAu, Usages et savoirs — a été présenté comme une initiative transdisciplinaire plaçant l'humain au cœur des enjeux liés à l'eau. Destiné aux chercheurs, acteurs de l'eau, institutions et grand public, il déploie sa réflexion à l'échelle de l'Amazonie-Caraïbe, mais aussi en Afrique et en Europe.

Texte Sandrine Chopot

# L'EAU, MIROIR DE NOS SOCIÉTÉS



*Mylène Danglades,  
directrice du laboratoire MINEA.*

« Le programme se penche sur l'eau pour tout le monde, quel que soit le milieu ou la région, et cherche à réfléchir à une gestion durable de cette ressource vitale », explique Mylène Danglades.

### **Entre culture et urgence climatique**

Dans un contexte d'urgence climatique, l'eau s'impose comme un enjeu scientifique, technique et politique, mais aussi profondément culturel et social. En Guyane comme en Amazonie, les réalités sont tangibles : pénuries localisées, sécheresses, inégalités d'accès, pollution, difficultés de traitement ou problèmes de salinité. « Certaines populations n'ont pas d'eau pendant des périodes de sécheresse, tandis que d'autres y ont accès sans souci. Il faut sensibiliser tous les acteurs, du citoyen aux décideurs », précise-t-elle.

Le projet HEAU interroge ainsi la gestion durable de l'eau, les droits et représentations liés à cette ressource, la précarité hydrique, mais aussi ses dimensions historiques, géopolitiques et esthétiques.

### **Comprendre pour mieux agir**

Les usages renvoient à l'eau du quotidien : puisée, stockée en citerne ou distribuée par réseau. Les pratiques diffèrent selon les territoires, les cultures et les milieux sociaux. « L'usage de l'eau varie selon les espaces et les cultures. On ne l'utilise pas de la même manière à Cayenne, dans les communes, sur le fleuve Maroni, La Mana, l'Oyapock et sur les sites isolés, par exemple », ajoute-t-elle.

Les savoirs découlent de ces usages : techniques de potabilisation, compréhension des enjeux environnementaux, héritages historiques, croyances et représentations. « Les savoirs englobent tous les éléments mis en place pour que l'eau devienne potable, accessible et réutilisable, mais aussi la manière dont elle est perçue culturellement », souligne Mylène Danglades.

### **Sensibiliser et croiser les approches**

En Guyane, des actions de sensibilisation ont déjà été menées, notamment un colloque à l'Université de Guyane en mai 2024 et des interventions lors de la Fête de la science. En croisant les sciences et les savoirs locaux, la recherche peut orienter les politiques publiques, vulgariser les connaissances et interpeller les jeunes générations.

### **Des perspectives amazoniennes**

La COP30 a ouvert de nouvelles collaborations entre la Guyane et le Brésil, notamment avec les Universités de Belém et de l'État du Pará. Dans le cadre du projet Amazônia+10, un workshop s'est tenu les 30, 31 mars et 1er avril afin de travailler conjointement sur le terrain, notamment avec les peuples autochtones. « Nous voulons combiner nos sources et nos données afin de déployer une recherche collective et transnationale visant à préserver cette ressource vitale et à repenser durablement nos usages », conclut Mylène Danglades.

Avec HEAU, l'eau apparaît plus que jamais comme un élément fondamental de nos sociétés : un bien commun, révélateur d'inégalités, mais aussi un formidable levier d'actions collectives.

UNIVERSITÉ UFPA BÉLEM  
Renforcement de la coopération Guyane - Brésil  
- Présentation Projet HEAU



# LES HÉRITAGES ÉCOLOGIQUES ANTHROPIQUES ET LA RÉSILIENCE DE LA FORÊT **AMAZONIENNE**

**Comment l'exploitation des produits  
de la forêt amazonienne a-t-elle contribué à façonner les  
écosystèmes forestiers actuels ? Et que peuvent nous  
apprendre les pratiques anciennes des peuples amazoniens  
pour penser une gestion durable des forêts ?**

Texte Sandrine Chopot



“

On parle d'une forêt vierge,  
mais ceci est un mythe.  
L'Amazonie est une forêt  
profondément marquée  
par l'homme.

”

Nicola Todorov, enseignant à l'Université de Guyane



*Nicola Todorov, enseignant  
à l'Université de Guyane*

C'est autour de ces questions que s'est articulée la table ronde animée par Nicola Todorov, enseignant à l'Université de Guyane, président de la commission de géographie historique du Comité français national de géographie. Pour nourrir le débat, la rencontre a réuni cinq chercheurs\* devant un public intéressé et nombreux.

### **Déconstruire le mythe de la forêt vierge**

Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, exploitations coloniales, cultures d'exportation, orpaillage et pratiques des peuples autochtones ont façonné les paysages. De nombreux espaces considérés aujourd'hui comme « naturels » sont en réalité des forêts secondaires. « Une forêt défrichée au XIX<sup>e</sup> siècle ne peut pas être primaire. Il faut parfois six siècles pour atteindre un stade mature », explique-t-il.

### **Héritages écologiques et résilience**

Ces héritages influencent la résilience, c'est-à-dire la capacité de la forêt à faire face au réchauffement climatique. La métaphore du « poumon vert » repose sur une confusion : un poumon respire de l'oxygène et rejette du CO<sub>2</sub>. En réalité, l'Amazonie produit un excédent net d'oxygène très faible, mais elle constitue un stock non négligeable de carbone (17 % du carbone de la végétation terrestre). Sa destruction libérerait donc d'importantes quantités de CO<sub>2</sub>. La réaction au dérèglement climatique dépend du

stade de succession. « Une forêt secondaire, déjà marquée par des perturbations, peut parfois mieux résister qu'une forêt ancienne confrontée brutalement à un stress inédit », poursuit-il.

### **Savoirs traditionnels et gestion des milieux**

Les recherches récentes invitent aussi à considérer les savoir-faire traditionnels. « Les pratiques autochtones ne sont pas folkloriques ni désuètes. Ce sont des systèmes de gestion élaborés. Toutefois, leur intégration aux économies coloniales, comme l'orpaillage ou encore l'exploitation du bois, a parfois accru la pression sur les milieux », poursuit Nicola Todorov.

### **La Guyane au cœur des débats climatiques**

La présence de la Guyane dans les débats climatiques est essentielle. Son histoire coloniale, comparativement moins dévastatrice que dans d'autres régions du plateau des Guyanes comme au Suriname, offre un terrain d'analyse précieux pour comprendre les trajectoires écologiques différenciées.

En conclusion, Nicola Todorov appelle à changer de regard : « La forêt amazonienne est plus diverse et plus hétérogène qu'on ne l'imagine. Elle n'est ni intacte ni uniformément détruite. Elle est héritée. » Reconnaître cette profondeur historique est indispensable pour penser sa résilience face aux crises climatiques actuelles.

\*Karl Heinz Arentz, professeur UFPA


Matthew Abel, docteur université américaine, en séjour à l'UFPA

Rafael Chambouleyron, professeur UFPA

Leonardo Raiol, doctorant UFPA

Mabiane Batista França, co-chargée de mission pour l'Université de Guyane

# CLIMAT ET SANTÉ : **ALERTE SUR LES MALADIES ÉMERGENTES !**



**Et si le dérèglement climatique était le meilleur allié des épidémies ? Ghislaine Prévot, professeure en biochimie et microbiologie et vice-présidente recherche à l'Université de Guyane, décrypte ces mécanismes à travers ses travaux sur le lien entre changement climatique et maladies émergentes.**

Texte Sandrine Chopot

©Photo de Erik karits sur Unsplash



*Ghislaine Prévot, professeure  
d'université en biochimie et  
microbiologie*

« Les risques se situent à trois niveaux : humain, animal et environnemental », explique Ghislaine Prévot. L'augmentation des voyages, des contacts entre les personnes, accélère la circulation des pathogènes tandis que le changement climatique, l'urbanisation et la déforestation rapprochent les animaux et en particulier les espèces sauvages des zones habitées. « Ce rapprochement favorise le passage de virus ou d'autres micro-organismes vers l'humain et les animaux domestiques », précise-t-elle. Parmi les menaces les plus préoccupantes, les maladies vectorielles occupent une place centrale. Les moustiques, dont l'aire de répartition s'étend avec le réchauffement global, véhiculent des virus autrefois cantonnés aux zones tropicales. « On observe déjà la progression de maladies comme la dengue, le zika ou le chikungunya dans de nouvelles régions », souligne-t-elle. D'autres vecteurs, comme les tiques, gagnent également du terrain, augmentant les risques de pathologies comme la maladie de Lyme ou encore les punaises hématophages responsables de la maladie de Chagas. En Guyane, certaines situations illustrent concrètement ces mutations. « Le jaguar peut être impliqué dans la transmission de la toxoplasmose amazonienne, une forme plus virulente, parfois mortelle chez des adultes en bonne santé », alerte Ghislaine Prévot.

#### **Mieux comprendre pour mieux prévenir**

Face à ces enjeux, la prévention repose avant tout sur la connaissance. « Il faut acquérir un maximum de données pour comprendre les dynamiques de transmission »,

insiste-t-elle. Modélisation, surveillance des milieux, suivi des animaux : la recherche s'organise désormais autour du concept « One Health », qui relie santé humaine, animale et environnementale. « Les animaux sont de véritables sentinelles qu'il faut surveiller pour anticiper les crises sanitaires », note-t-elle. La résilience des populations passe aussi par l'adaptation des comportements. L'expérience du Covid-19 a laissé des traces durables :

« Les gestes barrières ont montré leur efficacité et restent intégrés dans certaines pratiques. Parallèlement, les médecines traditionnelles connaissent un regain d'intérêt, notamment en Guyane », poursuit-elle. Les maladies à transmission hydrique comme la leptospirose (bactéries présentes dans l'urine de rongeurs) voient leur prévalence augmenter durant les épisodes d'inondation et dans ce cas, la prévention auprès des populations et la surveillance sont déterminantes.

#### **Coopération scientifique, un levier clé**

La COP30 ouvre des perspectives concrètes en matière de coopération scientifique entre le Brésil et la Guyane. « Nous avons pu partager des connaissances et technologies, établir des contacts avec des chercheurs brésiliens mais aussi des vétérinaires, renforcer des partenariats, initier des programmes de recherche communs. Autant d'initiatives indispensables pour mieux anticiper les futures pandémies. Le changement climatique n'est pas seulement une crise environnementale, c'est aussi une crise sanitaire mondiale », conclut Ghislaine Prévot.

“  
**Les animaux  
sont de véritables  
sentinelles qu'il faut  
surveiller pour  
anticiper certaines  
crises sanitaires.**  
”

# UNE AUTRE HISTOIRE EST EN MARCHÉ

Changer les récits, c'est partir du terrain. Là où des femmes et des hommes s'organisent, testent, inventent, souvent loin des projecteurs. Face aux urgences sociales et climatiques, ces initiatives – majoritairement portées par des associations – ouvrent de nouvelles voies, plus durables, mais surtout plus inclusives. De la sensibilisation citoyenne au plaidoyer porté par la jeunesse, en passant par la valorisation des savoirs et des richesses locales, ces projets racontent un autre futur possible. Présentées à la COP30, ces actions illustrent une dynamique collective : celle de territoires qui innovent, expérimentent et reprennent la main sur leur récit.





# COMPRENDRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR AGIR

**Face à l'urgence climatique, mieux comprendre les mécanismes et les impacts du dérèglement est essentiel. Lors de la COP30, l'association La Fresque du climat a animé des ateliers ludiques pour sensibiliser le public. Une table ronde a également présenté un programme de formation inédit des hauts fonctionnaires français.**

Texte Sarah Balay

« À défaut de pouvoir organiser un atelier Fresque du climat complet, nous avons proposé, le 13 novembre, sur le pavillon de la Guyane française de la COP30, plusieurs petits modules avec le premier lot de cartes », confie Pierre Benreguig, « fresqueur du climat », consultant en transition écologique et stratégies bas-carbone. « Ce premier lot sert avant tout à comprendre la dynamique de l'atelier. » Les participants, chacun avec une carte en main, doivent se mettre d'accord pour les placer sur la table selon une logique de cause à conséquence. « L'exercice mobilise l'intelligence collective du groupe. Un piège est volontairement intégré afin de montrer qu'il reste des choses à apprendre. »

Cette opération à succès, « où les gens faisaient la queue », a été animée sur place par trois à quatre bénévoles de La Fresque du climat. En tout, 25 bénévoles de l'association étaient présents lors de la COP30. Pour beaucoup, ce fut une première expérience ludique et stimulante, destinée à éveiller la curiosité et l'envie d'aller plus loin, afin d'encourager le plus grand nombre à découvrir le concept (voir



Pierre Benreguig à la COP30, Belém. © La Fresque du Climat

ci-contre) et, à terme, à le diffuser. « C'était important de proposer quelque chose d'accessible, d'interactif et utile à la compréhension des enjeux climatiques, explique Pierre Benreguig, coordinateur de l'équipe avec sa compagne Aline Dequidt. Dans ces grandes rencontres internationales, le public est confronté à une multitude de stands et de conférences souvent très descendantes. Des ateliers amusants et collaboratifs comme la Fresque du climat offrent au contraire un fort potentiel pédagogique. »

Pierre et Aline sont aussi membres de l'association Nos vies bas-carbone, et tous deux ont profité de la COP30 pour organiser une table ronde la veille de l'atelier Fresque du climat. Objectif : partager les retours d'expérience d'un plan de formation ambitieux et inédit lancé en 2024 pour sensibiliser l'ensemble des hauts fonctionnaires de l'État français à la transition écologique. « Nous voulions mettre en valeur ce qui a été réalisé en France afin d'inspirer d'autres personnes dans d'autres pays », conclut Pierre Benreguig.

## La Fresque du Climat - Comprendre les enjeux du climat en s'amusant

Créée en France en 2015 par Cédric Ringenbach, ingénieur, puis portée par une association depuis 2018, la Fresque du climat est un atelier collaboratif basé sur les rapports scientifiques du GIEC\* pour comprendre les mécanismes du changement climatique. Pendant environ trois heures, les participants, en petits groupes, reconstituent ensemble les liens de cause à effet à l'aide d'un jeu de 42 cartes. Aujourd'hui, l'outil accessible à tout public est diffusé dans près de 170 pays, traduit en plus de 45 langues, et a déjà sensibilisé plus de 2,3 millions de personnes grâce à une communauté de plus de 100 000 animateurs formés à travers le monde.

\*GIEC : groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.  
<https://fresqueduclimat.org>



© Karollyne Videira Hubert

## FORMATION « MON PARCOURS TRANSITION ÉCOLOGIQUE »

# 2,5 MILLIONS

c'est le nombre d'agents de l'État que le gouvernement voudrait voir formés d'ici à 2027.

# 28 HEURES

durée de la formation qui repose sur la compréhension des enjeux et les leviers d'action.

# 13 000

c'est le nombre de cadres supérieurs de la fonction publique qui, en France, ont suivi la formation intitulée « Mon parcours transition écologique ».

# LUMIÈRE SUR LES LIENS AMAZONIENS



Exposition Paneiro Luminoso à la FotoAtiva, Belém. © MAZ

**Paneiro Luminoso combine lumière et photographie pour sensibiliser les enfants à leur environnement et mettre en valeur la culture locale. Karl Joseph, directeur de la Maison de la Photographie Guyane-Amazonie (MAZ) nous partage la genèse de ce projet innovant tissé entre la Guyane et le Brésil.**

Texte Sarah Balay



© MAZ

---

**Votre association, Maison de la Photographie Guyane-Amazonie (MAZ), travaille déjà avec Belém et le Brésil. Comment la COP30 a-t-elle permis de mettre en lumière vos actions ?**

Nous entretenons des liens forts avec le Brésil et la ville de Belém depuis plusieurs années, notamment avec FotoAtiva, l'un des plus anciens collectifs de photographes du pays. En 2024, nous avons lancé Paneiro Luminoso (Le Panier lumineux), un projet pédagogique culturel qui utilise la photographie comme outil de résilience et de valorisation des identités amazoniennes. La COP30 était donc une occasion unique de partager cette initiative — également intégrée à la saison France-Brésil (2025) — avec les institutions et un public international, et de montrer concrètement ce que nous faisons sur le terrain.

**En quoi le projet Paneiro Luminoso agit-il comme outil pédagogique ?**

Les ateliers, élaborés par le photographe brésilien Miguel Chakaoka, sont pensés pour que les enseignants puissent se les approprier et les mettre en œuvre directement en classe. Le concept repose sur l'utilisation de la lumière pour créer des exercices transdisciplinaires : on peut passer de la chimie au dessin, des mathématiques à la physique, tout en manipulant des objets simples, souvent du quotidien, comme des cordes, des feuilles ou du papier. Par exemple, les élèves observent comment certaines plantes locales réagissent dans un processus chimique pour fabriquer une image, ce qui leur permet de relier expérimentation scientifique et connaissances traditionnelles. Ces ateliers valorisent les savoir-faire et pratiques culturelles de l'Amazonie, souvent absents des programmes scolaires, et permettent aux enfants d'explorer et de se familiariser avec leur environnement.

**Comment le projet a-t-il été présenté au public lors de la COP30 ?**

Paneiro Luminoso s'est décliné en trois temps : une table ronde, une exposition et des ateliers de rue. Le 12 novembre,

veille de l'ouverture de l'exposition, la table ronde, organisée au pavillon de la Guyane, a permis de détailler la démarche pédagogique. L'exposition, installée jusqu'au 13 décembre dans les locaux du collectif FotoAtiva au centre de Belém, montrait à la fois les objets utilisés et les étapes de chaque exercice. Enfin, l'atelier de rue a offert au public l'opportunité de manipuler la lumière et les matériaux, rendant la démarche interactive. Près de 400 personnes au total ont pu découvrir ce concept inédit.

**Quel bilan tirez-vous de cette expérience et quelles suites envisagez-vous ?**

Notre participation a surtout permis de donner une visibilité internationale à notre projet et de renforcer nos liens avec les partenaires brésiliens. Pour la Guyane, l'enjeu est maintenant de prolonger Paneiro Luminoso sur le territoire : nous travaillons à l'intégration des ateliers dans des établissements scolaires avec un suivi sur une année pour mesurer leur impact. L'objectif est qu'il devienne, à terme, un outil pédagogique durable en Guyane.

**Biennale internationale des Rencontres photographiques de Guyane**

[www.rencontresphotographiquesdeguyane.com](http://www.rencontresphotographiquesdeguyane.com)

**Association La Tête dans les images**

[www.latetedanslesimages.fr](http://www.latetedanslesimages.fr)



© MAZ

# « FAIRE PARTIE DE CETTE GRANDE IDENTITÉ AMAZONIENNE »

À Belém, pendant la COP30, sur le stand de la CTG, l'association Mélisse a proposé un atelier dynamique et interactif consacré aux plantes médicinales d'Amazonie. Une manière de sensibiliser le public à la richesse de cette biodiversité et à ses usages dans les pratiques quotidiennes.

Texte Sarah Balay



*Marc-Alexandre Tareau,  
président de l'association Mélisse*

« J'avais envie de faire différemment... Je voulais faire quelque chose de populaire. » Plutôt qu'une conférence avec PowerPoint, Marc-Alexandre Tareau, président de l'association guyanaise Mélisse, spécialisée dans la pharmacopée locale, a opté pour un atelier ludique et vivant lors de sa participation à la COP30.

« Le 13 novembre, nous avons reproduit, sur le stand de la CTG, un étal de plantes médicinales telles qu'on peut les trouver au marché Ver-o-peso de Belém, le plus grand marché d'Amazonie, précise-t-il. Le succès a été immédiat. Avant même l'arrivée du public, alors que nous étions encore en train d'installer le stand, des agents de sécurité se sont approchés, intrigués, pour poser des questions et nous faire part de leurs propres connaissances ». Pari réussi, donc, pour cet anthropologue et ethnobotaniste de profession, qui a pu échanger et transmettre son savoir sur la variété des plantes médicinales amazoniennes, et surtout, sur leurs vertus. Le public, majoritairement brésilien, s'est montré particulièrement curieux.

### **Grande fierté**

Pour l'événement, Marc-Alexandre Tareau était accompagné de Miguel Shikaoka, artiste plasticien et photographe brésilien, très réputé à Belém. « Durant toute la deuxième partie de notre intervention, il réalisait avec les participants des gravures sur des morceaux de tissu avec l'empreinte d'une feuille et son nom. C'était fantastique, les gens ont adoré. Et c'est un excellent moyen de transmission. » En plus de cet atelier, l'association Mélisse a également participé à une exposition organisée en marge de la COP30, dans le cadre des actions menées pour l'Année France-Brésil (2025). « Labellisés pour l'occasion, nous avons réalisé l'exposition "Kalalou, des plantes & des hommes", qui aborde les relations entre les cultures afro-guyanaises et la biodiversité amazonienne. Les photos sont de Karl Joseph et les textes sont les miens. » Durant toute la COP, le public a pu découvrir notre travail sur trois sites de Belém : l'Alliance française, la caravane fluviale laraçu, et au sein de l'espace culturel Casa Doura-

da. Dix jours très intenses, donc, pour l'association Mélisse à Belém et un sentiment de grande fierté. « C'était une façon de montrer que nous souhaitons aussi faire partie de cette grande identité amazonienne », confie-t-il. « Être présents à la COP, c'était affirmer que l'Amazonie, c'est aussi la Guyane, le Suriname et bien d'autres territoires. Nous devons revendiquer cette appartenance et nous donner la main autour de cet espace commun. »



L'hibiscus, Jardin botanique de Cayenne, Guyane. © Victor Moura

## **Les plantes en partage**

Fondée autour de 2015-2016, l'association Mélisse, composée essentiellement de bénévoles passionnés de nature, œuvre à la valorisation et à la transmission des savoirs liés aux plantes médicinales, principalement en Guyane. Elle propose régulièrement des actions de sensibilisation pour faire découvrir au grand public les usages et histoires des plantes locales : conférences, visites de jardin, articles de vulgarisation, etc. Elle organise aussi des balades ethnobotaniques, des sorties, souvent en milieu urbain, pour apprendre à reconnaître les plantes, découvrir leurs usages, leurs noms vernaculaires et leurs origines. Si l'essentiel des activités se déroule en Guyane, Mélisse intervient ponctuellement aux Antilles, dans la Caraïbe et dernièrement au Brésil pour la COP30.



Présentation du plaidoyer pendant la COP30, à Belém, au Brésil. ©David Crochet

# LA JEUNESSE GUYANAISE PORTE SA VOIX AU SOMMET MONDIAL **POUR** **LE CLIMAT**



*Jade Volmar, membre du LCOL  
Guyane (Local Conference of Youth)*

**Aux côtés de trois jeunes  
Guyanaises (\*), Jade Volmar revient  
de la COP30, à Belém, le cœur  
rempli d'émotions et la tête pleine  
de réflexions sur l'avenir climatique.  
Entre admiration pour l'ampleur de  
l'événement et prise de conscience  
des limites des négociations, cette  
jeune Guyanaise apporte son regard  
sur la justice climatique et la place  
des territoires amazoniens.**

Texte Sandrine Chopot

« Quand j'ai appris que j'étais retenue pour participer à la COP30 grâce à la Sepanguy, j'ai ressenti une immense fierté. C'était presque irréel », confie-t-elle. Sur place, l'ampleur de l'événement et la diversité des pays présents l'ont impressionnée. Mais elle a aussi ressenti une certaine ambivalence : « J'ai parfois eu l'impression d'un événement très "vitrine", avec une dimension presque commerciale... » Rencontrer Jean Jouzel, climatologue reconnu et membre fondateur du GIEC, a été un moment fort. « Ces échanges ont mis en lumière un constat préoccupant. Les données scientifiques du GIEC, qui devraient être centrales, ne sont pas toujours pleinement prises en compte dans les négociations », constate-t-elle. Malgré ces limites, elle retient surtout la rencontre avec des personnes profondément engagées et les discussions autour des peuples autochtones, de la biodiversité et de nouveaux indicateurs de développement. « Pour moi, c'est essentiel si on veut construire quelque chose de durable », poursuit-elle.

**Plaidoyer pour le climat et la justice**

Lors de la conférence, Jade Volmar a porté une plaidoirie en faveur du climat, avec un message central : « On ne peut pas parler de climat sans parler de justice. » Elle insiste

sur le rôle des peuples autochtones et afro-descendants, véritables piliers de la préservation de la planète. « Ce sont des communautés qui détiennent des savoirs essentiels... et pourtant elles ne sont pas toujours reconnues à leur juste valeur. » La ratification de la Convention 169 de l'OIT et la protection des savoirs traditionnels font partie de ses priorités. « Tout est lié : forêt, eau, océan, vivant... Il est essentiel de protéger ces connaissances, avec respect et consentement des populations concernées », insiste-t-elle.

**La Guyane, territoire clé dans les enjeux climatiques mondiaux**

Pour la jeune femme, la Guyane est un territoire stratégique : biodiversité exceptionnelle, forêts primaires, rôle dans l'équilibre climatique... et pourtant souvent ignorée dans les discussions internationales. Et de poursuivre : « Les enjeux mondiaux ne peuvent pas être pensés sans les territoires ultramarins. » Elle souligne également que les jeunes et la société civile ont des espaces d'expression, mais ceux-ci restent parfois symboliques : « La question n'est plus seulement de pouvoir parler, mais de savoir si nous sommes réellement écoutés et intégrés dans les processus de décision. »

**Entre optimisme et vigilance**

Face aux défis climatiques, elle se dit réaliste mais choisit de rester optimiste : « On ne peut plus se permettre d'être dans un optimisme naïf, mais on ne peut pas non plus céder au fatalisme. Le changement est nécessaire, urgent, et il doit s'accélérer », note-t-elle. Aussi, elle appelle à une transition collective, inclusive et profondément ancrée dans le respect du vivant. Son message aux dirigeants : « Remettre l'humain et le vivant au centre. Choisir la paix et sortir des logiques d'opposition pour entrer dans une logique de coopération. » Entre engagement, questionnement et volonté de changement, Jade Volmar porte la voix de la jeunesse guyanaise, de son territoire, de ses communautés et de la planète !

**\*Yeelen Deie, Alix De Thoisy, Aurélie Zobéide**

# LES GARDIENS DU HAUT-MARONI

**L'orpaillage illégal pèse lourd sur l'environnement. Pour évaluer son impact, des mesures sont réalisées au Haut-Maroni par les Wayanas, un projet initié et porté par le WWF et ses partenaires.**

Texte Anne de Tarragon

Partout dans le monde, mais singulièrement en Guyane, l'orpaillage illégal est un fort enjeu environnemental. Pourtant les informations quant à son impact sont faiblement partagées et de manière irrégulière. « En 2021, explique Laurent Kelle, responsable du bureau WWF de Guyane, nous avons présenté nos résultats de terrain au congrès mondial pour la nature à Marseille et invité des Wayana (ethnie amérindienne qui habite le Haut-Maroni) à témoigner en tant qu'usagers du territoire autour de la question de l'orpaillage illégal. » Suite à cette mission, les autorités coutumières et le WWF ont décidé de renforcer le suivi du Haut-Maroni, via une implication renforcée de la communauté Wayana.

## **Des acteurs majeurs**

« Nous avons monté le projet "Les Gardiens du Haut-Maroni" grâce aux financements de la fondation Anyama, l'OFB (Office français de la biodiversité) et l'Initiative pour l'avenir des grands fleuves (IAGF), qui nous ont permis en 2024 de recruter quatre salariés à temps partiel des villages de Taluen et Twenke, chacun sur une thématique. Ils ont été accompagnés, pour les mesures de qualité de l'eau, par l'Office de l'eau de Guyane, pour le piégeage photo et pour la cartographie, par le Parc amazonien de Guyane », indique Clément Villien, qui pilote ce projet pour le WWF Guyane. Ces salariés ont aussi reçu des formations sur l'animation de réunion et la présentation de résultats. Le projet a commencé à générer des résultats début 2024,



*Laurent Kelle,  
directeur du WWF Guyane*



présentés d'abord aux communautés villageoises, puis en zone diplomatique à la COP30. « Ce projet qui apporte des mesures standardisées et régulières réalisées par les gens du village est non seulement une réussite mais il est aussi vécu comme une fierté », indique Uhmé Aliwaupoe, coordinateur de terrain du projet.

#### **Des résultats probants**

« Cela a permis de constater la qualité des travaux menés et de rappeler l'importance de renforcer la coopération entre la France et le Suriname, afin de préserver l'environnement et de limiter l'orpaillage illégal. » En effet, ces études renseignent sur la biodiversité en montrant par exemple la présence à proximité des villages de cinq des six espèces de félins de Guyane, mais pas seulement. « Pour déployer les pièges photos, il a fallu s'éloigner des villages. Or quelle que soit la direction suivie, à 4 ou 5 km des villages, apparaissent des indicateurs de présence d'orpailleurs illégaux. Cela confirme la grande proximité de l'orpaillage illégal avec les zones de vie des populations. »

“

### **Et la suite ?**

Au terme des bientôt trois ans d'existence de ce projet, le WWF et ses partenaires s'efforcent de pérenniser l'action de ces gardiens qui sont sur le front d'un des enjeux les plus importants liés à la protection de l'environnement des territoires français et amazoniens. Une manière aussi de légitimer la présence de ces communautés dans les instances internationales, autour des enjeux de climat et de biodiversité, non seulement en tant qu'habitants des forêts mais aussi en tant qu'acteurs impliqués pour mesurer la qualité de l'environnement, en vue de sa préservation.

”



# NOTRE COP30 EN IMAGES





# ILS ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO...

---



*Marie Fleury,  
directrice du Muséum  
National d'Histoire Naturelle  
en Guyane*



*Linia Opoya,  
vice-présidente de  
l'association Gadepam*



*Alain Charles,  
premier vice-président du  
Conseil régional de l'Ordre  
des architectes de Guyane*



*Jade Volmar,  
membre du LCOL Guyane  
(Local Conference of  
Youth)*



*Yves Duplan,  
chercheur et chargé  
d'enseignement à  
l'Université de Guyane*



*Thibault Lechat-Véga,  
3<sup>e</sup> vice-président en charge  
des affaires européennes  
et porte-parole de la CTG*



*André Barrat,  
président du Conseil  
Régional de l'Ordre des  
Architectes de Guyane  
(CROAG)*



*Arnaud Flament,  
directeur Voltalia Guyane*



*Camille Mieuzet,  
architecte et directrice de  
l'association AQUAA*



*Camille Morinet,  
ingénieure éco-matériaux  
CIBIG*



*Caroline Marie-Calixte,  
3<sup>e</sup> vice-présidente  
du CROAG*



*Éric Lafontaine,  
directeur général de  
Guyane Développement  
Innovation (GDI)*



*Fabian Blanchard,  
représentant Ifremer  
Guyane*



*Ghislaine Prévot,  
professeure d'université en  
biochimie et microbiologie  
(UG)*



*Jean-Baptiste  
Cotte-Pallisé, architecte  
(CROAG)*



*Laurent Kelle,  
directeur WWF Guyane*



*Magalie Pierre Demar,  
professeure des  
universités-praticien  
hospitalier (UG)*



*Marc-Alexandre Tareau,  
président de l'association  
Mélisse*



*Marie-Lucienne Rattier,  
conseillère territoriale  
délégée au numérique  
(CTG)*



*Marion François,  
directrice des affaires  
publiques du groupe Triton*



*Massiri Gueye,  
coordinateur Nature  
Rights Guyane*



*Mélanie Bertherat,  
présidente de l'Association  
Biomasse Guyane*



*Mylène Dangles,  
directrice du laboratoire  
MINEA (UG)*



*Nicola Todorov,  
enseignant à l'Université  
de Guyane*



*Patricia Moulin,  
représentante de  
l'IRD en Guyane*



*Patrick Coco,  
chef de projet  
SEAS (CTG)*



*Philippe Byron,  
PDG de Solamaz*



*Richard Montazel,  
responsable d'agence  
chez Albioma*



*Roland Fayn,  
responsable du service  
transition et efficacité  
énergétique (EDF)*



*Sylvia Lafontaine,  
architecte DESA et  
trésorière (CROAG)*



*Thierry Causse,  
architecte (CROAG)*



*Tony Nalovic,  
président de l'association  
TOTM*



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE  
**DE GUYANE**  
EN ROUTE VERS LA COP 30